STADE BORDEAUX ATLANTIQUE
Société par actions simplifiée au capital de 9 941 027 euros
Siège social : 1973 Boulevard de la Défense 92000 NANTERRE
535 010 276 RCS NANTERRE

ACTE UNANIME DES ASSOCIES
EN DATE DU 29 AVRIL 2025

Le vingt-neuf avril deux mille vingt-cinq,

La Société VINCI Concessions, société par actions simplifiée au capital de 7 406 925 736 Euros, dont le siège social est à NANTERRE (92000), 1973 Boulevard de la Défense, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 410 001 952, représentée par Monsieur Nicolas NOTEBAERT, Président,

La Société FAYAT, société par actions simplifiée au capital de 120 000 000 Euros, dont le siège social est à BORDEAUX (33000), 137 rue du Palais Gallien, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX sous le numéro 595 750 589, représentée par Monsieur Laurent FAYAT, Directeur Général,

seuls associés de la Société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE,

Après avoir pris connaissance :

(i) de l'ordre du jour proposé par le Comité de Surveillance et ci-après reproduit :

- ✓ Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 après lecture du rapport de gestion établi par le Comité de Surveillance de la Société et du rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux Comptes,
- ✓ Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- ✓ Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce après lecture du rapport spécial établi par le Commissaire aux Comptes,
- ✓ Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

(ii) des documents suivants :

- ✓ l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2024,
- ✓ le rapport de gestion du Comité de Surveillance,
- ✓ les rapports du Commissaire aux Comptes,
- ✓ les statuts de la Société,
- ✓ le texte du projet des décisions.

Etant précisé que la société DELOITTE & ASSOCIES, Commissaire aux comptes, a régulièrement été informée du projet de ces décisions.

Ont adopté à l'unanimité les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2024 après lecture du rapport de gestion établi par le Comité de Surveillance de la Société et du rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux Comptes

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Comité de Surveillance et du rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux comptes, approuve l'inventaire et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 d'une durée de douze mois, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils ont été arrêtés par le Comité de Surveillance, et qui font apparaître, pour ledit exercice, un bénéfice de 1 510 961 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, la collectivité des associés approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code, qui s'élèvent à un montant global de 3 217 euros.

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024

La collectivité des associés, après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, font apparaître un bénéfice de 1 510 961 euros, décide, sur proposition du Comité de Surveillance, d'affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	1 510 961 euros
Report à nouveau au 31 décembre 2023 après affectation	(20 492 053) euros
Report à nouveau au 31 décembre 2024 après affectation	(18 981 092) euros

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'établissent à 41 793 269 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur, la collectivité des associés prend acte qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée, au titre des trois derniers exercices de la Société.

TROISIEME DECISION

Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce après lecture du rapport spécial établi par le Commissaire aux Comptes

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce, statuant sur ce rapport, en approuve les conclusions et prend acte qu'aucune convention visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce n'a été conclue par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

QUATRIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôts, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Le présent acte unanime a été signé par tous les associés.



La Société VINCI Concessions SAS
Représentée par Nicolas NOTEBAERT



La Société FAYAT SAS
Représentée par Laurent FAYAT

(1)

BILAN - ACTIF

DGFiP N° 2050 2025

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Copie Certifiée conforme

Désignation de l'entreprise : STADE BORDEAUX ATLANTIQUE — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* :

Adresse de l'entreprise : 1973 de la Défense 92000 NANTERRE — Durée de l'exercice précédent* :

Numéro SIRET* : 5 3 5 0 1 0 2 7 6 0 0 0 0 4 1 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 31/12/2024

			Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA			
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC	
	Frais de développement *	CX		CQ	
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	358 373	AG 335 929	22 444
	Fonds commercial (1)	AH		AI	
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	6 105	AK 6 105	0
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM	
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO	
	Constructions	AP	213 401 566	AQ 68 844 417	144 557 149
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	7 073 546	AS 6 517 213	556 333
	Autres immobilisations corporelles	AT	2 418 299	AU 1 623 585	794 714
	Immobilisations en cours	AV		AW	
	Avances et acomptes	AX		AY	
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT	
	Autres participations	CU		CV	
	Créances rattachées à des participations	BB		BC	
	Autres titres immobilisés	BD		BE	
	Prêts	BF		BG	
	Autres immobilisations financières*	BH	84 868 349	BI	84 868 349
	TOTAL (II)	BJ	308 126 238	BK 77 327 250	230 798 988
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM	
	En cours de production de biens	BN		BO	
	En cours de production de services	BP		BQ	
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS	
	Marchandises	BT	42 461	BU 1 900	40 561
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	1 195	BW	1 195
ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	38 817 186	BY 114 179	38 703 007
	Autres créances (3)	BZ	566 185	CA	566 185
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC	
ACTIF CIRCULANT — DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE	
	Disponibilités	CF	10 364 380	CG	10 364 380
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	13 280	CI	13 280
	TOTAL (III)	CJ	49 804 688	CK 116 079	49 688 609
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW			
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM			
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN			
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	357 930 926	1A 77 443 329	280 487 597

Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP	3 527 752	(3) Part à plus d'un an	CR 35 229 560
Clause de réserve de propriété :*	Immobilisations :		Stocks :		Créances :	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition** DGFiP **N° 2051 2025**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise STADE BORDEAUX ATLANTIQUE — Néant ☐ *

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 9 941 027)	DA	9 941 027
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	
	Report à nouveau	DH	-20 492 053
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	1 510 961
	Subventions d'investissement	DJ	50 833 333
	Provisions réglementées *	DK	0
	TOTAL (I)	DL	41 793 269
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	
	Provisions pour charges	DQ	2 721 078
	TOTAL (III)	DR	2 721 078
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	84 947 791
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	6 519 868
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	3 065 978
	Dettes fiscales et sociales	DY	21 267 766
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	2 213
	Autres dettes	EA	75 351
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	120 094 283
	TOTAL (IV)	EC	235 973 250
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	280 487 597

RENVOIS			
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B	
(2)	Dont — Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
	Dont — Ecart de réévaluation libre	1D	
	Dont — Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *	EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	25 173 375
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

3 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** DGFiP **N° 2052 2025**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : STADE BORDEAUX ATLANTIQUE — Néant ☐ *

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

			Exercice N			
			France	Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA / FB / FC				
	Production vendue : biens *	FD / FE / FF				
	Production vendue : services *	FG / FH / FI	27 543 601			27 543 601
	Chiffres d'affaires nets *	FJ / FK / FL	27 543 601			27 543 601
	Production stockée*	FM				
	Production immobilisée*	FN				
	Subventions d'exploitation	FO				
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)	FP				6 220 131
	Autres produits (1) (11)	FQ				9 842
	Total des produits d'exploitation (2) (I)	FR				33 773 573
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*	FS				145 172
	Variation de stock (marchandises)*	FT				-19 987
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*	FU				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*	FV				
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*	FW				22 273 142
	Impôts, taxes et versements assimilés*	FX				581 206
	Salaires et traitements*	FY				654 112
	Charges sociales (10)	FZ				274 312
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux amortissements (14)	GA				7 930 823
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux provisions*	GB				
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*	GC				114 179
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions	GD				567 395
	Autres charges (12)	GE				100 526
	Total des charges d'exploitation (4) (II)	GF				32 620 880
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		GG				1 152 693
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* **(III)**	GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré* **(IV)**	GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)	GJ				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)	GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)	GL				289 200
	Reprises sur provisions et transferts de charges	GM				
	Différences positives de change	GN				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO				
	Total des produits financiers (V)	GP				289 200
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*	GQ				
	Intérêts et charges assimilées (6)	GR				2 059 817
	Différences négatives de change	GS				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT				
	Total des charges financières (VI)	GU				2 059 817
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)		GV				-1 770 618
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)		GW				-617 925

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)**

DGFiP **N° 2053 2025**

Désignation de l'entreprise STADE BORDEAUX ATLANTIQUE — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	2 500 000
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	2 500 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	300 034
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	300 034
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	2 199 966
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	**(IX)**	HJ	
Impôts sur les bénéfices *	**(X)**	HK	71 080
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	36 562 773
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	35 051 811
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	1 510 961

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G	
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP	
	– Crédit–bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	8 300
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	5 908 793
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
	(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS) **A5**		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	-1 300

(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives **A6** ; obligatoires **A9** ; Dont cotisations facultatives Madelin **A7** ; Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite **A8**

(14) Dont montant de l'amortissement du fonds de comemrce (en application de l'article 39, 1–2°, al.3) **HS**

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Subvention d'investissement		2 500 000
Pénalités litige Bordeaux Métropole	300 000	
Autres	34	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE (ci-après l'entreprise ou la société).
Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 31/12/2024, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE pour l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels. Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- **continuité de l'exploitation,**

Le montant cumulé des pertes de SBA s'élève au 31 décembre 2024 à 19,0 millions d'euros.
En effet, le modèle du contrat de partenariat s'avère structurellement déséquilibré, entraînant des pertes significatives pour l'exploitant, y compris lorsque l'activité commerciale est dynamique, en raison de montants de redevances insuffisants au regard des coûts réellement encourus, notamment s'agissant de l'entretien de la pelouse, des frais de maintenance liés à l'accueil des matchs du club résident et des frais de gestion.
Le Comité de surveillance a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation après avoir pris en compte toutes les informations dont il dispose pour l'avenir et en particulier les prévisions de trésorerie établies jusqu'au 31 décembre 2025.
Celles-ci reposent notamment sur l'hypothèse structurante de l'absence de remboursement des comptes courants actuellement consentis par les actionnaires dans le cadre des négociations en cours avec Bordeaux Métropole, pour un montant de 6,5 millions d'euros.
A date d'arrêté des comptes, les actionnaires se sont engagés à ne pas demander le remboursement des comptes courants avant le 31 décembre 2025.
Cet engagement est toutefois conditionné à la signature d'un protocole d'accord avec Bordeaux Métropole (cf. § Evénements postérieurs à la clôture), prévue d'ici la fin du mois de mai.
Dans ce contexte, il existe une incertitude significative sur la continuité d'exploitation. En effet, en cas d'échec des négociations, , la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables français, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs dans un contexte de continuité d'exploitation, pourrait s'avérer alors inappropriée.

- **permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,**
- **indépendance des exercices.**

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Coûts d'emprunt
L'option a été prise d'intégrer dans le coût de la construction du stade les frais financiers portés pendant toute la période de la construction.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissement des immobilisations corporelles
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :	
- Stade	30 ans – mode linéaire
- Equipements (TV, écrans géants, etc.)	10 ans – mode linéaire
- Equipements sportifs et pelouse	12 ans – mode linéaire
- Equipements WIFI HD	7 ans – mode linéaire
- Mobiliers (administratif, sportif et médias)	15 à 20 ans – mode linéaire
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagem	10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Sont inscrits en autres immobilisations financières, le reclassement de la créance R1.1.a détenue sur la ville de Bordeaux pour un montant à l'origine de 114 321 826.54 €.
Cette créance a fait l'objet d'une mobilisation Dailly auprès des banques Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia CréditLocal.
Les banques ont opposé une garantie au financement de la cession de la créance professionnelle au moyen d'un accord autonome signé par les parties en date du 28 octobre 2011.

Au cours de l'exercice 2024, 3 418 554 € ont été remboursés aux prêteurs, et le montant de la créance à la clôture est de 84 868 349€.
La contrepartie financière a été comptabilisée au passif du bilan en emprunt et dette pour le même montant soit, 84 868 349 € en fin d'exercice.
Au fur et à mesure des échéances trimestrielles, la ville verse directement à la banque "SMBC" le capital et les intérêts de la créance cédée et verse la TVA à SBA.

		164 Emprunt SMBC (Dailly)		276 Autres immo financières		411 Ville de Bordeaux		4455 État TVA à décaisser		487 Pdt Constat avance		512 Banque SMBC		661 Charges financières		708 Loyer R1	
Cession de créances	avr-15		114 321 827									114 321 827					
Facturation des loyers R1	avr-15					181 497 543			30 249 590								151 247 952
Virement poste à poste	avr-15			114 321 827			114 321 827										
Remboursement emprunt	déc-15	1 766 077			1 766 077												
Remboursement intérêts	déc-15						1 524 964							1 524 964			
Remboursement TVA	déc-15						658 208	658 208				658 208	658 208				
Loyer constaté d'avance	déc-15										147 956 911					147 956 911	
Solde au 31/12/2015			**112 555 749**	**112 555 749**		**64 992 544**			**29 591 382**		**147 956 911**	**114 321 827**		**1 524 964**			3 291 041
...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A NOUVEAU 2024			**88 286 903**	**88 286 903**		**40 755 916**			**21 501 716**		**107 508 579**						
Remboursement emprunt	déc-24	3 418 554			3 418 554												
Remboursement intérêts	déc-24						1 751 910							1 751 910			
Remboursement TVA	déc-24						1 034 093	1 034 093				1 034 093	1 034 093				
Loyer constaté d'avance	déc-24									107 508 579	102 338 114					102 338 114	107 508 579
Solde au 31/12/2024			**84 868 349**	**84 868 349**		**37 969 913**			**20 467 623**		**102 338 114**			**1 751 910**			5 170 465

Stocks de marchandises

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.
Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (FIFO).
La société SBA à recours à des contrats de partenariat qui lui assurent un prix d'approvisionnement fixe pendant la durée du contrat.
Le stock à la clôture est composé des marchandises achetées auprès de nos partenaires non consommées au 31/12/2024.

Dépréciation des stocks de marchandises

Suite au changement de fournisseur-partenaire de champagne, le stock de champagne de l'ancien partenaire a été déprécié à 100% (à hauteur de 1 900 €).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances brutes figurent à l'actif du bilan pour un montant de 39 383 371€.

Elles sont principalement composées de la créance de la ville (cf. schéma comptabilisation Dailly) qui correspond à la somme des intérêts sur la partie non cédée du financement du stade, dénommée R1.1.b, et de la TVA sur la R1 (cédée et non cédée).

Au 31 décembre2024,cette créance représente un montant de 37 969 913 €.
Cette créance a été diminuée, conformément à l'échéancier annexé, des paiements intervenus au cours de l'exercice à hauteur de 2 786 003 €.
Les produits rattachés aux exercices postérieurs à l'exercice en cours sont neutralisés au moyen de produits constatés d'avance (cf. comptes de régularisation).

Dépréciation des créances

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Capital social

Suite à l'intégration de la dette subordonnée en date du 14/12/2015, le capital social s'élève à 9 941 027 €. Aucune modification n'est intervenue au cours de l'exercice.

Les actionnaires de SBA sont Fayat SAS à 50% et VINCI Concessions à 50%.

Subvention d'investissement

La société SBA a reçu une subvention d'investissement de 75 millions d'euros pendant la phase de construction. Cette subvention est rapportée au rythme de l'amortissement qu'elle finance, elle est donc reprise au résultat sur la durée du contrat.

Au 31/12/2024 le solde de la subvention est de 50 833 333 € après une reprise annuelle de 2 500 000 €, inscrite en produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Au titre de l'article 11.2.2 du contrat de partenariat signé le 28 octobre 2011, la société SBA reçoit de la ville de Bordeaux, à laquelle s'est depuis substituée Bordeaux Métropole, une redevance durant la période d'exploitation au titre des gros entretiens et réparations (GER), la redevance R2. Cette redevance R2 suit un plan de GER annexé au contrat qui prévoit des interventions à partir de la 3e année d'exploitation (soit le 1er mai 2017).

La société SBA reverse dans le cadre du contrat entretien maintenance (CEM) une partie de cette redevance au mainteneur VINCI Energies (anciennement VINCI Facilities). Le solde de cette redevance correspond aux travaux assurés par la société SBA. Il fait l'objet d'une dotation au titre des provisions pour grosses réparations.

Conformément au contrat de partenariat, le montant de la provision est versé sur un compte ouvert à cet effet auprès de la banque Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe.

La provision s'élève au 31/12/2024 à 2 721 078 €.

Note sur la comptabilisation des opérations de GER :
Les équipements du stade mis à disposition en 2015 sont amortis principalement sur la durée du contrat, et inchangés.
Les renouvellements liés au plan GER n'ont pas d'impact sur le compte de résultat :
- La dépense de renouvellement est comptabilisée en charge
- La provision de GER est reprise du même montant
De même, le compte bancaire dédié au GER est ponctionné du montant (HT) payé pour le renouvellement.
A la suite de l'audit du plan de GER réalisé en 2018, aucune modification du montant de la provision globale de GER n'a été identifiée.

Comptes courants d'associés

Les actionnaires ont en 2015 fait des apports à hauteur de 5 500 000 € en compte courant.
En mars 2018, un nouvel apport de 1 500 000 € a été fait, puis en mars 2020 avec 1 000 000 € supplémentaire.
Ces apports sont rémunérés à 4%.
Un remboursement partiel de 3 000 000 € a été effectué au cours de l'exercice 2024.
Le solde des comptes courants d'associés, intérêts compris, s'élève à 6 519 686 € au 31 décembre 2024.

Dettes fiscales et sociales

Au bilan, le poste des dettes fiscales et sociales s élève à 21 267 766 €, dont 20 467 623 € relatifs au solde de TVA à décaisser sur les créances R1 1 a et R1 1 b (cf schéma comptabilisation Dailly).

Comptes de régularisation

Comme indiqué dans le paragraphe Créances, les produits relatifs aux exercices postérieurs à l'exercice en cours ont été neutralisés par un
produit constaté d'avance qui s'établit au 31 décembre 2024 à 120 094 283 €.
Ce poste comprend principalement :
- la créance du loyer R1.1.a, à hauteur de 102 338 114 € (cf. schéma comptabilisation Dailly),
- l'avance sur loyer de 20 M€, soit 13 555 556 €.

Engagements de retraite

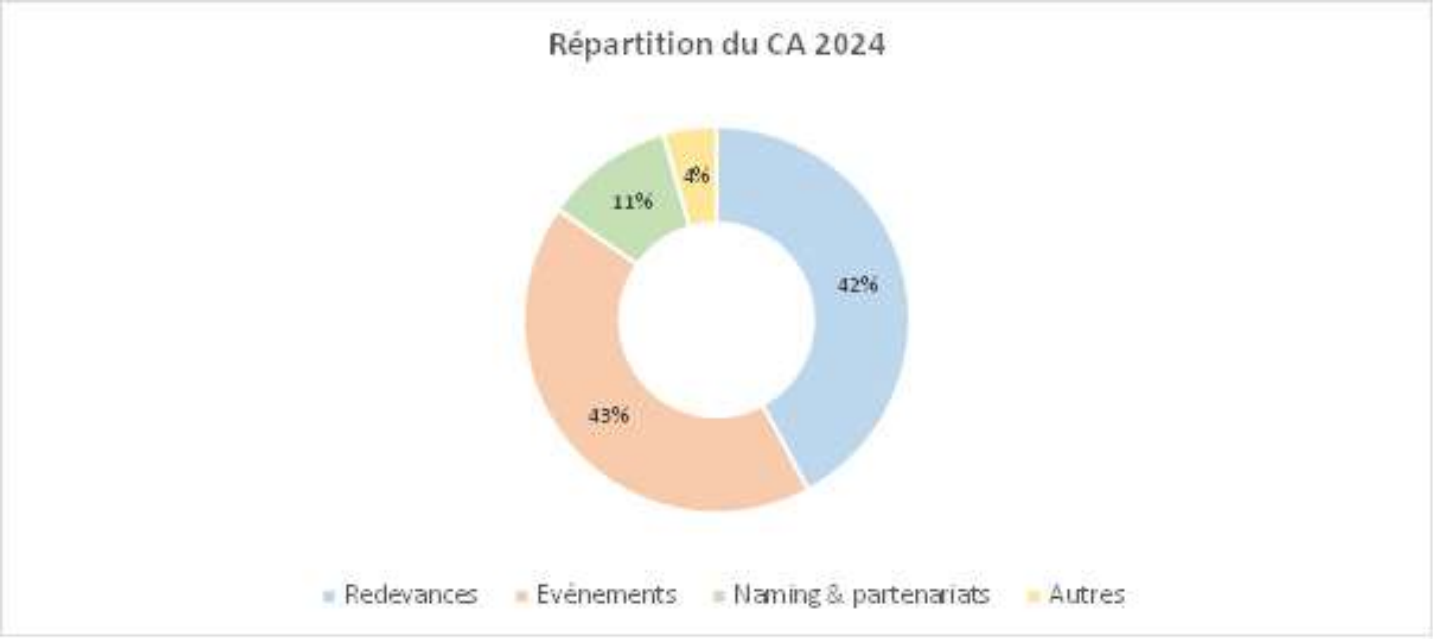
La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Le montant des engagements de la société s'élève à 16 607 euros.
Aucune provision n'a été constatée.
L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.
Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation	3.38
- Taux de croissance des salaires	2.0%
- Age de départ à la retraite	67 ans
- Table de taux de mortalité	table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits et charges d'exploitation

Le chiffre d'affaires se décompose en 4 activités principales : les redevances, les partenariats (y.c. le Naming), les événements et les autres activités.
Les événements sont distingués en deux catégories : les événements d'entreprises (séminaires d'entreprise, salons professionnels, etc.), et les grands événements (concerts, manifestations sportives nationales et internationales).



Le chiffre d'affaires de l'exercice 2024 s'établit à 27 543 601 €.
Les charges d'exploitation de l'exercice s'élèvent à 32 620 880 €, dont 7 930 823 € de dotations aux amortissements.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :
- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.
L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

A noter qu'en 2023, 2 personnes étaient mises à disposition de SBA à temps complet par des sociétés des groupes actionnaires.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	onoraires comptabilisés au titre du contr le légal	onoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Deloitte	24800	0	24800
Montant total des honoraires	**24800**	**0**	**24800**

Intégration fiscale

SBA ne bénéficie pas de l'intégration fiscale.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Dénomination sociale :	VINCI CONCESSIONS
Forme :	SAS
Au capital de :	5 906 925 696 euros
Adresse du siège social :	1973 Boulevard de la Défense 92000 NANTERRE

FAITS MARQUANTS

Activité événementielle

A la fin de l'exercice 2024, la société Stade Bordeaux Atlantique (SBA) présente un résultat net positif de 1 510 961 € pour la seconde année consécutive depuis le début de l'exploitation du stade, avec un chiffre d'affaires en hausse de 9% par rapport à l'exercice précédent.
Cette performance est à mettre sur le compte d'une activité événementielle d'une intensité exceptionnelle, avec l'accueil de 11 manifestations entre fin mars et début août :

- 1 match du TOP 14 le 24 mars opposant l'UBB au Stade Toulousain,
- 1 match le 9 juin de l'équipe de France de Football masculine contre l'équipe du Canada,
- Les demi-finales du Top 14 les 21 et 22 juin,
- 7 matchs de football en juillet-août dans le cadre des Jeux Olympiques Paris 2024.

Situation du FCGB

Au cours de l'été 2024, en raison de graves difficultés financières, le FCGB a renoncé à son statut professionnel, a été rétrogradé administrativement en championnat amateur et a été placé en redressement judiciaire par le Tribunal de Bordeaux.
Cet événement a conduit la Matmut à interrompre les négociations en cours sur le renouvellement du contrat de naming et à notifier SBA de son désengagement, effectif dès le 1er août 2025, fragilisant ainsi davantage le modèle économique du contrat de partenariat.
Face à cette situation inédite, les discussions entre SBA et Bordeaux Métropole qui portaient sur le rééquilibrage du contrat dans le cadre de la clause de revoyure du contrat de partenariat, ont rapidement été interrompues.

Procédure auprès du tribunal de commerce de Nanterre

Dans ce contexte, le commissaire aux comptes de la société a initié une procédure d'alerte auprès du président du tribunal de commerce de Nanterre qui a convoqué le Président de SBA à un entretien avec l'un des juges délégués à la prévention des difficultés
Sur les recommandations du juge, SBA a sollicité l'ouverture d'une procédure de conciliation menée par un administrateur judiciaire.
Le 10 décembre 2025, le Président du tribunal de commerce de Nanterre a ainsi ordonné l'ouverture d'une procédure de conciliation d'une durée initiale de 2 mois.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La procédure de conciliation ordonnée par le tribunal de commerce a permis à SBA et à Bordeaux Métropole de réengager des discussions autour de l'avenir de l'exploitation du stade.
La procédure a ainsi été prolongée de 3 mois supplémentaires, soit jusqu'au 10 mai 2025, afin de permettre aux parties de prolonger les échanges en vue de parvenir à un accord.
Au terme de ces échanges, marqués par l'incertitude persistante sur l'avenir du FCGB, elles ont conjointement fait le choix de procéder à une rupture amiable du contrat de partenariat au 1er août 2025.

A la date d'arrêté des comptes, les parties travaillent activement à la réussite de cette transition vers un nouveau modèle d'exploitation en régie par la collectivité.
Il permettra de conserver l'expertise reconnue des équipes de SBA en termes de programmation, d'organisation d'événements majeur et de gestion du bâtiment, tout en assurant un avenir durable à l'équipement.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Rappels

Transfert à Bordeaux Métropole

En application de la loi MAPTAM, le stade Matmut ATLANTIQUE a été déclaré équipement d'intérêt métropolitain lors du Conseil de Métropole du 16/12/2016.

Depuis le 01/01/2017, Bordeaux Métropole se substitue donc à la Ville de Bordeaux dans le cadre de relations contractuelles avec SBA.

Financement du projet

La ville de Bordeaux a eu recours à un contrat de partenariat pour finaliser le projet de construction du nouveau stade de Bordeaux. Les sociétés FAYAT et VINCI en charge de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et le financement partiel, ont en commun, créé la société exploitante : Stade Bordeaux Atlantique, « SBA ».

Suite à la fixation des taux intervenue en avril 2015 (cf. paragraphe ci-dessous), le montant de certaines redevances a été diminué. Ainsi, tandis que les redevances versées par la collectivité selon le contrat étaient de 11 M€ (en valeur 2011, cf. détail dans le tableau ci-dessous), le montant des redevances réellement facturées en 2024 est le suivant :

Redevances	déc-24	mai-11
Redevance financière cédée (R1)	6 340 273	8 120 179
Redevance GER (R2)	1 816 172	619 931
Redevance Entretien - Maintenance (R3)	1 850 805	1 464 000
Redevance Gestion (R4)	932 222	954 872
S/T redevances perçues par SBA	**10 939 472**	**11 158 442**
Recettes nettes garanties	-4 807 626	-4 485 250
Total redevances	**6 131 846**	**6 673 192**

La redevance R1 est destinée au remboursement et à la rémunération des financements. Elle se décompose comme suit :

- Redevance R1.1 : redevance financière cédée et acceptée (faisant l'objet d'une cession de créance via un crédit Dailly, conformément à l'article 13 du contrat de partenariat)
- Redevance R1.2 : redevance financière non acceptée (part des couts d'investissements financée par les fonds propres)

Ces fonds, auxquels se rajoutent une subvention allouée par la ville, le département et la région de 75 millions d'euros et une avance de loyer de 20 millions d'euros, ont complété l'apport des actionnaires pour le financement du projet.

Instruments de couverture

Conformément au contrat de partenariat et plus particulièrement à son article 12.2, SBA a figé les loyers Financiers (R1) et le loyer IS (R4.2) de la Ville de Bordeaux avant la Mise à Disposition de l'ouvrage. La fixation des taux est intervenue le 9 avril 2015 dans des conditions de marchés optimales avec un taux de swap 30 ans négocié à 72 bp (soit 0,72% + 0,15% de marge de swap et 1,1 % de marge de crédit Dailly = 1,97 %), ce qui représente une économie substantielle par rapport aux charges initiales anticipées par la ville dans le cadre de l'offre.

Dans le cadre de cette opération, SBA a contracté deux swaps de taux (Fixe contre variable, la Dette bancaire étant levée sur la base des taux Euribor 3M) auprès des Banques de Couvertures, identifiées dès la signature du contrat de partenariat : Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local. Chaque Banque a contracté 50% de l'instrument de couverture pour un montant respectif de 57 160 913 €.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		371 232	0	0
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	212 907 279	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	498 076	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 070 279	0	3 267
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 287 172	0	5 928
	Matériel de transport	4 356	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	96 997	0	23 846
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		**0**	**0**	**0**
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		**222 864 160**	**0**	**33 041**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		88 286 903	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**88 286 903**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL		**311 522 295**	**0**	**33 041**

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Virement	Cession	
Frais d'établissement et de développement		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		0	6 754	364 478
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	212 907 279
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	3 789	494 287
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	7 073 546
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements,aménagements divers	0	0	2 293 099
	Matériel de transport	0	0	4 356
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	120 843
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES			**3 789**	**222 893 411**
Participations évaluées par mise en équivalence		**0**	**0**	**0**
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	3 418 554	84 868 349
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**0**	**3 418 554**	**84 868 349**
TOTAL GENERAL		**0**	**3 429 097**	**308 126 238**

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables	Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement	0	0	0	0
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	334 638	15 651	8 254	342 034
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**334 638**	**15 651**	**8 254**	**342 034**
Terrains	0	0	0	0
Sur sol propre Constructions Sur sol d'autrui	61 558 397	7 096 909	0	68 655 306
Installations générales, agencements	0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages	148 745	41 643	1 277	189 111
	5 916 920	600 293	0	6 517 213
Autres immo. corporelles — Installations générales, agencements divers	1 367 697	167 802	0	1 535 499
Autres immo. corporelles — Matériel de transport	2 963	622	0	3 586
Autres immo. corporelles — Matériel de bureau, informatique et	76 599	7 902	0	84 501
Autres immo. corporelles — Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**69 071 321**	**7 915 173**	**1 277**	**76 985 216**
TOTAL GENERAL	**69 405 958**	**7 930 823**	**9 531**	**77 327 250**

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions pour litige	0	0	0	0
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	2 395 548	567 395	241 865	2 721 078
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 395 548**	**567 395**	**241 865**	**2 721 078**
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	1 900	0	0	1 900
Provisions sur comptes clients	69 473	114 179	69 473	114 179
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	**71 373**	**114 179**	**69 473**	**116 079**
TOTAL GENERAL	**2 466 921**	**681 574**	**311 338**	**2 837 157**
Dont dotations et reprises d'exploitation		681 574	311 338	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		84 868 349	3 527 752	81 340 597
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		**84 868 349**	**3 527 752**	**81 340 597**
Clients douteux ou litigieux		114 179	114 179	0
Autres créances clients		38 703 007	3 473 447	35 229 560
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		2 760	2 760	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	0
Etat et auxtres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	334 320	334 320	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	1 220	1 220	0
Groupes et associés		0	0	0
Débiteurs divers		227 886	227 886	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		**39 383 371**	**4 153 811**	**35 229 560**
Charges constatées d'avance		13 280	13 280	0
TOTAL DES CREANCES		**124 265 000**	**7694 843**	**116570 157**
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		84 947 791	3 607 194	15 100 171	66 240 426
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		3 065 978	3 065 978	0	0
Personnel et comptes rattachés		214 869	214 869	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		111 945	111 945	0	0
Etat et auxtres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	71 080	71 080	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	20 866 312	1 437 953	4 209 277	15 219 083
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	3 559	3 559	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 213	2 213	0	0
Groupes et associés		6 519 868	6 519 868	0	0
Autres dettes		75 351	75 351	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		120 094 283	10 063 364	23 713 100	86 317 819
TOTAL DES DETTES		**235 973 250**	**25 173 375**	**43022 548**	**167777 328**
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes	2 007 942
fiscales et sociales	286 291
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1 120
Autres dettes	30 000
Total	**2 325 353**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances clients et comptes rattachés Dettes	455 344
fournisseurs - Avoirs à recevoir Sécurité	224 026
sociale et autres organismes sociaux	3 860
Total	**683 230**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	13 280	0	0
TOTAL	**13 2 0**	**0**	**0**

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyer R1.1	102 338 114	0	0
Avance sur loyer 20 M€	13 555 556	0	0
Remboursements assurances sur travaux à effectuer	2 461 163	0	0
PCA sur naming et partenariats	1 432 150	0	0
Autres PCA	307 300	0	0
TOTAL	**120 0 4 2 3**	**0**	**0**

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	9 941 027			**9 941 027**	1
Actions amorties				**0**	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				**0**	
Actions préférentielles				**0**	
Parts sociales				**0**	
Certificats d'investissement				**0**	
TOTAL	**9 941 027**	**0**	**0**	**9 941 027**	**1**

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	9 941 027						9 941 027
Primes d émission, de fusion, d apport,	0						0
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	0						0
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	-20 600 295				108 242		-20 492 053
Résultat de l'exercice	108 242	1 510 961			-108 242		1 510 962
Subventions d'investissement	53 333 333		-2 500 000				50 833 333
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**42 782 307**	**1 510 961**	**-2 500 000**	**0**	**0**	**0**	**41 793 269**

Ventilation du chiffre d'affaires

(données en €)

Rubriques	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023	%
Loyer R1.1.a redevance financière cédée	5 170 464		5 170 464	5 144 741	0.50%
Loyer R1.2 redevance financière non cédée	1 169 809		1 169 809	1 163 989	0.50%
Loyer R2 redevance GER	1 816 172		1 816 172	1 779 002	2.09%
Loyer R3 redevance entretien maintenance	1 850 805		1 850 805	1 803 210	2.64%
Loyer R4 redevance gestion	932 222		932 222	921 843	1.13%
Avance sur Loyer	666 667		666 667	666 667	0.00%
Evénements	11 721 484		11 721 484	10 076 666	16.32%
Naming / partenariats	2 987 859		2 987 859	2 729 045	9.48%
Autres	1 228 119		1 228 119	898 893	36.63%
TOTAL	**27 543 601**	**0**	**27 543 601**	**25 184 054**	**9.37%**

Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement prevoyance	-2 171	79112600
Remboursement apprentissage	3 000	79113400
Avantages en nature	4 012	79116000
Recaturation travaux - frais - fluides	762 628	79120000
Indemnités assurances	5 141 324	79121100
TOTAL	**5 908 793**	

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Subvention d'investissement	0	2 500 000
Pénalités litige Bordeaux Métropole	300 000	0
Autres	34	0
TOTAL	**300 034**	**2 500 000**

Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises	Autres
	RAS					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garantie autonome à première demande (GER)	**3 346 857**				3 346 857	
TOTAL	**3 346 857**	**0**	**0**	**0**	**3 346 857**	**0**

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
	RAS					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Installations matériels	Autres	Total
Valeur d'origine					**0**
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					**0**
· Dotation de l'exercice					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs				1 462 869	**1 462 869**
· Exercices				0	**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**1 462 869**	**1 462 869**
Redevances restant à payer :					
A 1 an au plus					**0**
· A plus d 1 an et 5 ans au plus					**0**
· A plus de 5 ans					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					**0**
· A plus d 1 an et 5 ans au plus					**0**
· A plus de 5 ans					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Montant pris en charge dans l'exercice					**0**

Effectif moyen

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition		Effectif moyen global	
Effectf	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	12/2023	31/12/2024	31/12/2023
TOTAL	13	13	2	2	15	15

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par actions simplifiée

1973, Boulevard de la Défense

92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par actions simplifiée

1973, Boulevard de la Défense

92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux associés de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Deloitte.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note Méthodes d'évaluation de l'annexe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations,outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Deloitte.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité de surveillance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de surveillance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

Deloitte.

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Bouscat, le 29 avril 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Jean Baptiste Barras

Jean Baptiste BARRAS

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

1973 de la Défense 92000 NANTERRE

Comptes au 31/12/2024

Matmut
ATLANTIQUE

SOMMAIRE

Page de garde..... 1
Sommaire..... 2
Comptes annuels..... 3
Bilan - Actif..... 4
Bilan - Passif..... 5
Compte de résultat..... 6
Compte de résultat (suite)..... 7
Annexe..... 8
Règles et méthodes comptables..... 9
Faits marquants..... 15
Immobilisations..... 16
Amortissements..... 17
Provisions et dépréciations..... 18
Créances et dettes..... 19
Charges à payer et Produits 20
Charges et produits constaté..... 21
Composition capital social..... 22
Variation des capitaux propres..... 23
Ventilation du CA..... 24
Transferts de charges..... 25
Charges et produits except..... 26
Engagements hors bilan..... 27
Crédit-Bail..... 28
Effectif moyen..... 29
Liasse Fiscale..... 30

COMPTES ANNUELS

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	358 373	335 929	22 444	36 594
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	6 105	6 105	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	**364 478**	**342 034**	**22 444**	**36 594**
Terrains	0	0	0	0
Constructions	213 401 566	68 844 417	144 557 149	151 698 214
Installations techniques, matériel	7 073 546	6 517 213	556 333	1 153 359
Autres immobilisations corporelles	2 418 299	1 623 585	794 714	941 267
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	**222 893 411**	**76 985 216**	**145 908 196**	**153 792 839**
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	84 868 349	0	84 868 349	88 286 903
TOTAL immobilisations financières	**84 868 349**	**0**	**84 868 349**	**88 286 903**
Total Actif Immobilisé (II)	**308 126 238**	**77 327 250**	**230 798 988**	**242 116 337**
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	42 461	1 900	40 561	20 574
TOTAL Stock	**42 461**	**1 900**	**40 561**	**20 574**
Avances et acomptes versés sur commandes	1 195	0	1 195	2 316
Clients et comptes rattachés Autres	38 817 186	114 179	38 703 007	44 683 285
créances	566 185	0	566 185	1 702 248
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	**39 383 371**	**114 179**	**39 269 192**	**46 385 533**
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	10 364 380	0	10 364 380	8 897 292
TOTAL Disponibilités	**10 364 380**	**0**	**10 364 380**	**8 897 292**
Charges constatées d'avance	13 280	0	13 280	106 978
Total Actif Circulant (III)	**49 804 688**	**116 079**	**49 688 609**	**55 412 693**
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	**357 930 926**	**77 443 329**	**280 487 597**	**297 529 030**

Bilan passif

BILAN-PASSIF			Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 9 941 027		9 941 027	9 941 027
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			0	0
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence 0		0	0
Réserve légale			0	0
Réserves statutaires ou contractuelles			0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : dont	0	0	0
Autres réserves	réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	0	0	0
		TOTAL Réserves	**0**	**0**
Report à nouveau			-20 492 053	-20 600 295
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			**1 510 961**	**108 242**
Subventions d'investissement			50 833 333	53 333 333
Provisions réglementées			0	0
		TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	**41 793 269**	**42 782 307**
Produit des émissions de titres participatifs			0	0
Avances conditionnées			0	0
		TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	**0**	**0**
Provisions pour risques			0	0
Provisions pour charges			2 721 078	2 395 548
		TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	**2 721 078**	**2 395 548**
Emprunts obligataires convertibles			0	0
Autres emprunts obligataires			0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			84 947 791	88 449 760
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0		6 519 868	9 486 700
		TOTAL Dettes financières	**91 467 659**	**97 936 460**
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			3 065 978	3 854 871
Dettes fiscales et sociales			21 267 766	23 895 300
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 213	14 314
Autres dettes			75 351	122 925
		TOTAL Dettes d'exploitation	**24 411 308**	**27 887 409**
Produits constatés d'avance			120 094 283	126 527 305
		TOTAL DETTES (IV)	**235 973 250**	**252 351 175**
Ecart de conversion Passif (V)			0	0
		TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	**280 487 597**	**297 529 030**

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT			Exercice N			Exercice N-1
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises			0	0	0	0
Production vendue biens			0	0	0	0
Production vendue services			27 543 601	0	27 543 601	25 184 054
Chiffres d'affaires nets			**27 543 601**	**0**	**27 543 601**	**25 184 054**
Production stockée					0	0
Production immobilisée					0	0
Subventions d'exploitation					0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					6 220 131	1 114 855
Autres produits					9 842	14 399
		Total des produits d'exploitation (I)			**33 773 573**	**26 313 309**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					145 172	125 045
Variation de stock (marchandises)					-19 987	12 815
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					0	0
Autres achats et charges externes					22 273 142	17 006 169
Impôts, taxes et versements assimilés					581 206	551 566
Salaires et traitements					654 112	697 800
Charges sociales					274 312	268 550
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements			7 930 823	7 933 850
		Dotations aux provisions			0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				114 179	69 473
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				567 395	0
Autres charges					100 526	1 996
		Total des charges d'exploitation (II)			**32 620 880**	**26 667 265**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					**1 152 693**	**-353 956**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					0	0
Produits financiers de participations					0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					0	0
Autres intérêts et produits assimilés					289 200	149 205
Reprises sur provisions et transferts de charges					0	0
Différences positives de change					0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des produits financiers (V)			**289 200**	**149 205**
Dotations financières aux amortissements et provisions					0	0
Intérêts et charges assimilées					2 059 817	2 189 269
Différences négatives de change					0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des charges financières (VI)			**2 059 817**	**2 189 269**
RÉSULTAT FINANCIER					**-1 770 618**	**-2 040 064**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					**-617 925**	**-2 394 020**

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	2 373
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 500 000	2 500 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	**2 500 000**	**2 502 373**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges	300 034	112
exceptionnelles sur opérations en capital Dotations	0	0
exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**300 034**	**112**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**2 199 966**	**2 502 262**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	71 080	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**36 562 773**	**28 964 888**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**35 051 811**	**28 856 645**
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	**1 510 961**	**108 242**

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE (ci-après l'entreprise ou la société).
Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 31/12/2024, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE pour l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels. Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- **continuité de l'exploitation,**

Le montant cumulé des pertes de SBA s'élève au 31 décembre 2024 à 19,0 millions d'euros.
En effet, le modèle du contrat de partenariat s'avère structurellement déséquilibré, entraînant des pertes significatives pour l'exploitant, y compris lorsque l'activité commerciale est dynamique, en raison de montants de redevances insuffisants au regard des coûts réellement encourus, notamment s'agissant de l'entretien de la pelouse, des frais de maintenance liés à l'accueil des matchs du club résident et des frais de gestion.
La société a engagé une procédure de conciliation ordonnée par le tribunal de commerce le 10 décembre 2024 afin de réengager des discussions entre SBA et Bordeaux Métropole autour de l'avenir de l'exploitation du stade. Les deux parties travaillent actuellement à la mise en place d'un accord dont l'objet est la transition vers un nouveau modèle d'exploitation en régie par la collectivité.
A date d'arrêté des comptes, les actionnaires se sont engagés à ne pas demander le remboursement des comptes courants, pour un montant de 6.5M€ avant le 31 décembre 2025. Cet engagement est toutefois conditionné à la signature d'un protocole d'accord avec Bordeaux Métropole.
Le Comité de surveillance a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation après avoir pris en compte toutes les informations dont il dispose pour l'avenir et en particulier les prévisions de trésorerie établies jusqu'au 31 décembre 2025. Celles-ci reposent notamment sur l'hypothèse structurante que les négociations en cours entre SBA et BM aboutiront favorablement.
Cette situation génère toutefois une incertitude significative sur la continuité d'exploitation. En effet, si la renégociation du contrat d'exploitation avec la collectivité n'aboutissait pas, et que les actionnaires demandaient le remboursement de leurs comptes courants, la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables français, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs dans un contexte de continuité d'exploitation, pourrait alors s'avérer inappropriée. Il est essentiel de surveiller ce processus et ses implications potentielles pour les comptes consolidés de la société.

- **permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,**
- **indépendance des exercices.**

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Coûts d'emprunt
L'option a été prise d'intégrer dans le coût de la construction du stade les frais financiers portés pendant toute la période de la construction.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissement des immobilisations corporelles
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :	
- Stade	30 ans – mode linéaire
- Equipements (TV, écrans géants, etc.)	10 ans – mode linéaire
- Equipements sportifs et pelouse	12 ans – mode linéaire
- Equipements WIFI HD	7 ans – mode linéaire
- Mobiliers (administratif, sportif et médias)	15 à 20 ans – mode linéaire
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagem	10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Sont inscrits en autres immobilisations financières, le reclassement de la créance R1.1.a détenue sur la ville de Bordeaux pour un montant à l'origine de 114 321 826.54 €.
Cette créance a fait l'objet d'une mobilisation Dailly auprès des banques Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia CréditLocal.
Les banques ont opposé une garantie au financement de la cession de la créance professionnelle au moyen d'un accord autonome signé par les parties en date du 28 octobre 2011.

Au cours de l'exercice 2024, 3 418 554 € ont été remboursés aux prêteurs, et le montant de la créance à la clôture est de 84 868 349€.
La contrepartie financière a été comptabilisée au passif du bilan en emprunt et dette pour le même montant soit, 84 868 349 € en fin d'exercice.
Au fur et à mesure des échéances trimestrielles, la ville verse directement à la banque "SMBC" le capital et les intérêts de la créance cédée et verse la TVA à SBA.

		164 Emprunt SMBC (Dailly)		276 Autres immo financières		411 Ville de Bordeaux		4455 État TVA à décaisser		487 Pdt Constat avance		512 Banque SMBC		661 Charges financières		708 Loyer R1	
Cession de créances	avr-15		114 321 827									114 321 827					
Facturation des loyers R1	avr-15					181 497 543			30 249 590								151 247 952
Virement poste à poste	avr-15			114 321 827			114 321 827										
Remboursement emprunt	déc-15	1 766 077			1 766 077												
Remboursement intérêts	déc-15						1 524 964							1 524 964			
Remboursement TVA	déc-15						658 208	658 208				658 208	658 208				
Loyer constaté d'avance	déc-15										147 956 911					147 956 911	
Solde au 31/12/2015			**112 555 749**	**112 555 749**		**64 992 544**			**29 591 382**		**147 956 911**	**114 321 827**		**1 524 964**			3 291 041
...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A NOUVEAU 2024			**88 286 903**	**88 286 903**		**40 755 916**			**21 501 716**		**107 508 579**						
Remboursement emprunt	déc-24	3 418 554			3 418 554												
Remboursement intérêts	déc-24						1 751 910							1 751 910			
Remboursement TVA	déc-24						1 034 093	1 034 093				1 034 093	1 034 093				
Loyer constaté d'avance	déc-24									107 508 579	102 338 114					102 338 114	107 508 579
Solde au 31/12/2024			**84 868 349**	**84 868 349**		**37 969 913**			**20 467 623**		**102 338 114**			**1 751 910**			5 170 465

Stocks de marchandises

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.
Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (FIFO).
La société SBA à recours à des contrats de partenariat qui lui assurent un prix d'approvisionnement fixe pendant la durée du contrat.
Le stock à la clôture est composé des marchandises achetées auprès de nos partenaires non consommées au 31/12/2024.

Dépréciation des stocks de marchandises

Suite au changement de fournisseur-partenaire de champagne, le stock de champagne de l'ancien partenaire a été déprécié à 100% (à hauteur de 1 900 €).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances brutes figurent à l'actif du bilan pour un montant de 39 383 371€.

Elles sont principalement composées de la créance de la ville (cf. schéma comptabilisation Dailly) qui correspond à la somme des intérêts sur la partie non cédée du financement du stade, dénommée R1.1.b, et de la TVA sur la R1 (cédée et non cédée).

Au 31 décembre2024,cette créance représente un montant de 37 969 913 €.
Cette créance a été diminuée, conformément à l'échéancier annexé, des paiements intervenus au cours de l'exercice à hauteur de 2 786 003 €.
Les produits rattachés aux exercices postérieurs à l'exercice en cours sont neutralisés au moyen de produits constatés d'avance (cf. comptes de régularisation).

Dépréciation des créances

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Capital social

Suite à l'intégration de la dette subordonnée en date du 14/12/2015, le capital social s'élève à 9 941 027 €. Aucune modification n'est intervenue au cours de l'exercice.

Les actionnaires de SBA sont Fayat SAS à 50% et VINCI Concessions à 50%.

Subvention d'investissement

La société SBA a reçu une subvention d'investissement de 75 millions d'euros pendant la phase de construction. Cette subvention est rapportée au rythme de l'amortissement qu'elle finance, elle est donc reprise au résultat sur la durée du contrat.

Au 31/12/2024 le solde de la subvention est de 50 833 333 € après une reprise annuelle de 2 500 000 €, inscrite en produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Au titre de l'article 11.2.2 du contrat de partenariat signé le 28 octobre 2011, la société SBA reçoit de la ville de Bordeaux, à laquelle s'est depuis substituée Bordeaux Métropole, une redevance durant la période d'exploitation au titre des gros entretiens et réparations (GER), la redevance R2. Cette redevance R2 suit un plan de GER annexé au contrat qui prévoit des interventions à partir de la 3e année d'exploitation (soit le 1er mai 2017).

La société SBA reverse dans le cadre du contrat entretien maintenance (CEM) une partie de cette redevance au mainteneur VINCI Energies (anciennement VINCI Facilities). Le solde de cette redevance correspond aux travaux assurés par la société SBA. Il fait l'objet d'une dotation au titre des provisions pour grosses réparations.

Conformément au contrat de partenariat, le montant de la provision est versé sur un compte ouvert à cet effet auprès de la banque Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe.

La provision s'élève au 31/12/2024 à 2 721 078 €.

Note sur la comptabilisation des opérations de GER :
Les équipements du stade mis à disposition en 2015 sont amortis principalement sur la durée du contrat, et inchangés.
Les renouvellements liés au plan GER n'ont pas d'impact sur le compte de résultat :
- La dépense de renouvellement est comptabilisée en charge
- La provision de GER est reprise du même montant
De même, le compte bancaire dédié au GER est ponctionné du montant (HT) payé pour le renouvellement.
A la suite de l'audit du plan de GER réalisé en 2018, aucune modification du montant de la provision globale de GER n'a été identifiée.

Comptes courants d'associés

Les actionnaires ont en 2015 fait des apports à hauteur de 5 500 000 € en compte courant.
En mars 2018, un nouvel apport de 1 500 000 € a été fait, puis en mars 2020 avec 1 000 000 € supplémentaire.
Ces apports sont rémunérés à 4%.
Un remboursement partiel de 3 000 000 € a été effectué au cours de l'exercice 2024.
Le solde des comptes courants d'associés, intérêts compris, s'élève à 6 519 686 € au 31 décembre 2024.

Dettes fiscales et sociales

Au bilan, le poste des dettes fiscales et sociales s élève à 21 267 766 €, dont 20 467 623 € relatifs au solde de TVA à décaisser sur les créances R1 1 a et R1 1 b (cf schéma comptabilisation Dailly).

Comptes de régularisation

Comme indiqué dans le paragraphe Créances, les produits relatifs aux exercices postérieurs à l'exercice en cours ont été neutralisés par un
produit constaté d'avance qui s'établit au 31 décembre 2024 à 120 094 283 €.
Ce poste comprend principalement :
- la créance du loyer R1.1.a, à hauteur de 102 338 114 € (cf. schéma comptabilisation Dailly),
- l'avance sur loyer de 20 M€, soit 13 555 556 €.

Engagements de retraite

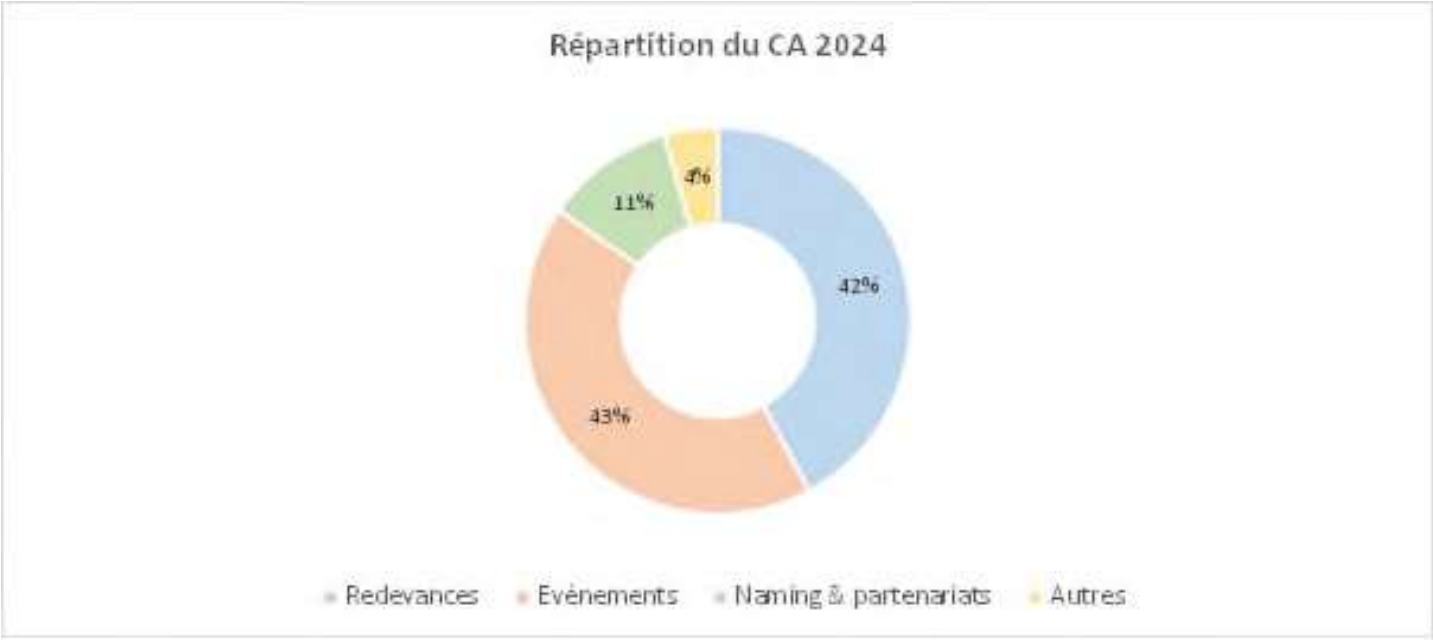
La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Le montant des engagements de la société s'élève à 16 607 euros.
Aucune provision n'a été constatée.
L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.
Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

-	Taux d'actualisation	3.38
-	Taux de croissance des salaires	2.0%
-	Age de départ à la retraite	67 ans
-	Table de taux de mortalité	table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits et charges d'exploitation

Le chiffre d'affaires se décompose en 4 activités principales : les redevances, les partenariats (y.c. le Naming), les événements et les autres activités.
Les événements sont distingués en deux catégories : les événements d'entreprises (séminaires d'entreprise, salons professionnels, etc.), et les grands événements (concerts, manifestations sportives nationales et internationales).



Le chiffre d'affaires de l'exercice 2024 s'établit à 27 543 601 €.
Les charges d'exploitation de l'exercice s'élèvent à 32 620 880 €, dont 7 930 823 € de dotations aux amortissements.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :
- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.
L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

A noter qu'en 2023, 2 personnes étaient mises à disposition de SBA à temps complet par des sociétés des groupes actionnaires.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	onoraires comptabilisés au titre du contr le légal	onoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Deloitte	24800	0	24800
Montant total des honoraires	**24800**	**0**	**24800**

Intégration fiscale

SBA ne bénéficie pas de l'intégration fiscale.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Dénomination sociale :	VINCI CONCESSIONS
Forme :	SAS
Au capital de :	5 906 925 696 euros
Adresse du siège social :	1973 Boulevard de la Défense 92000 NANTERRE

FAITS MARQUANTS

Activité événementielle

A la fin de l'exercice 2024, la société Stade Bordeaux Atlantique (SBA) présente un résultat net positif de 1 510 961 € pour la seconde année consécutive depuis le début de l'exploitation du stade, avec un chiffre d'affaires en hausse de 9% par rapport à l'exercice précédent.
Cette performance est à mettre sur le compte d'une activité événementielle d'une intensité exceptionnelle, avec l'accueil de 11 manifestations entre fin mars et début août :

- 1 match du TOP 14 le 24 mars opposant l'UBB au Stade Toulousain,
- 1 match le 9 juin de l'équipe de France de Football masculine contre l'équipe du Canada,
- Les demi-finales du Top 14 les 21 et 22 juin,
- 7 matchs de football en juillet-août dans le cadre des Jeux Olympiques Paris 2024.

Situation du FCGB

Au cours de l'été 2024, en raison de graves difficultés financières, le FCGB a renoncé à son statut professionnel, a été rétrogradé administrativement en championnat amateur et a été placé en redressement judiciaire par le Tribunal de Bordeaux.
Cet événement a conduit la Matmut à interrompre les négociations en cours sur le renouvellement du contrat de naming et à notifier SBA de son désengagement, effectif dès le 1er août 2025, fragilisant ainsi davantage le modèle économique du contrat de partenariat.
Face à cette situation inédite, les discussions entre SBA et Bordeaux Métropole qui portaient sur le rééquilibrage du contrat dans le cadre de la clause de revoyure du contrat de partenariat, ont rapidement été interrompues.

Procédure auprès du tribunal de commerce de Nanterre

Dans ce contexte, le commissaire aux comptes de la société a initié une procédure d'alerte auprès du président du tribunal de commerce de Nanterre qui a convoqué le Président de SBA à un entretien avec l'un des juges délégués à la prévention des difficultés
Sur les recommandations du juge, SBA a sollicité l'ouverture d'une procédure de conciliation menée par un administrateur judiciaire.
Le 10 décembre 2024, le Président du tribunal de commerce de Nanterre a ainsi ordonné l'ouverture d'une procédure de conciliation d'une durée initiale de 2 mois.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La procédure de conciliation ordonnée par le tribunal de commerce a permis à SBA et à Bordeaux Métropole de réengager des discussions autour de l'avenir de l'exploitation du stade.
La procédure a ainsi été prolongée de 3 mois supplémentaires, soit jusqu'au 10 mai 2025, afin de permettre aux parties de prolonger les échanges en vue de parvenir à un accord.
Au terme de ces échanges, marqués par l'incertitude persistante sur l'avenir du FCGB, elles ont conjointement fait le choix de procéder à une rupture amiable du contrat de partenariat au 1er août 2025.

A la date d'arrêté des comptes, les parties travaillent activement à la réussite de cette transition vers un nouveau modèle d'exploitation en régie par la collectivité.
Il permettra de conserver l'expertise reconnue des équipes de SBA en termes de programmation, d'organisation d'événements majeur et de gestion du bâtiment, tout en assurant un avenir durable à l'équipement.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Rappels

Transfert à Bordeaux Métropole

En application de la loi MAPTAM, le stade Matmut ATLANTIQUE a été déclaré équipement d'intérêt métropolitain lors du Conseil de Métropole du 16/12/2016.

Depuis le 01/01/2017, Bordeaux Métropole se substitue donc à la Ville de Bordeaux dans le cadre de relations contractuelles avec SBA.

Financement du projet

La ville de Bordeaux a eu recours à un contrat de partenariat pour finaliser le projet de construction du nouveau stade de Bordeaux. Les sociétés FAYAT et VINCI en charge de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et le financement partiel, ont en commun, créé la société exploitante : Stade Bordeaux Atlantique, « SBA ».

Suite à la fixation des taux intervenue en avril 2015 (cf. paragraphe ci-dessous), le montant de certaines redevances a été diminué. Ainsi, tandis que les redevances versées par la collectivité selon le contrat étaient de 11 M€ (en valeur 2011, cf. détail dans le tableau ci-dessous), le montant des redevances réellement facturées en 2024 est le suivant :

Redevances	déc-24	mai-11
Redevance financière cédée (R1)	6 340 273	8 120 179
Redevance GER (R2)	1 816 172	619 931
Redevance Entretien - Maintenance (R3)	1 850 805	1 464 000
Redevance Gestion (R4)	932 222	954 872
S/T redevances perçues par SBA	**10 939 472**	**11 158 442**
Recettes nettes garanties	-4 807 626	-4 485 250
Total redevances	**6 131 846**	**6 673 192**

La redevance R1 est destinée au remboursement et à la rémunération des financements. Elle se décompose comme suit :

- Redevance R1.1 : redevance financière cédée et acceptée (faisant l'objet d'une cession de créance via un crédit Dailly, conformément à l'article 13 du contrat de partenariat)
- Redevance R1.2 : redevance financière non acceptée (part des couts d'investissements financée par les fonds propres)

Ces fonds, auxquels se rajoutent une subvention allouée par la ville, le département et la région de 75 millions d'euros et une avance de loyer de 20 millions d'euros, ont complété l'apport des actionnaires pour le financement du projet.

Instruments de couverture

Conformément au contrat de partenariat et plus particulièrement à son article 12.2, SBA a figé les loyers Financiers (R1) et le loyer IS (R4.2) de la Ville de Bordeaux avant la Mise à Disposition de l'ouvrage. La fixation des taux est intervenue le 9 avril 2015 dans des conditions de marchés optimales avec un taux de swap 30 ans négocié à 72 bp (soit 0,72% + 0,15% de marge de swap et 1,1 % de marge de crédit Dailly = 1,97 %), ce qui représente une économie substantielle par rapport aux charges initiales anticipées par la ville dans le cadre de l'offre.

Dans le cadre de cette opération, SBA a contracté deux swaps de taux (Fixe contre variable, la Dette bancaire étant levée sur la base des taux Euribor 3M) auprès des Banques de Couvertures, identifiées dès la signature du contrat de partenariat : Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local. Chaque Banque a contracté 50% de l'instrument de couverture pour un montant respectif de 57 160 913 €.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		371 232	0	0
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	212 907 279	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	498 076	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 070 279	0	3 267
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 287 172	0	5 928
	Matériel de transport	4 356	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	96 997	0	23 846
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		**0**	**0**	**0**
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		**222 864 160**	**0**	**33 041**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		88 286 903	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**88 286 903**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL		**311 522 295**	**0**	**33 041**

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Virement	Cession	
Frais d'établissement et de développement		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		0	6 754	364 478
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	212 907 279
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	3 789	494 287
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	7 073 546
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements,aménagements divers	0	0	2 293 099
	Matériel de transport	0	0	4 356
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	120 843
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES			**3 789**	**222 893 411**
Participations évaluées par mise en équivalence		**0**	**0**	**0**
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	3 418 554	84 868 349
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**0**	**3 418 554**	**84 868 349**
TOTAL GENERAL		**0**	**3 429 097**	**308 126 238**

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement		0	0	0	0
Fonds commercial		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		334 638	15 651	8 254	342 034
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		**334 638**	**15 651**	**8 254**	**342 034**
Terrains		0	0	0	0
Sur sol propre Constructions	Sur sol d'autrui	61 558 397	7 096 909	0	68 655 306
Installations générales, agencements		0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages		148 745	41 643	1 277	189 111
		5 916 920	600 293	0	6 517 213
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	1 367 697	167 802	0	1 535 499
	Matériel de transport	2 963	622	0	3 586
	Matériel de bureau, informatique et	76 599	7 902	0	84 501
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		**69 071 321**	**7 915 173**	**1 277**	**76 985 216**
TOTAL GENERAL		**69 405 958**	**7 930 823**	**9 531**	**77 327 250**

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions pour litige	0	0	0	0
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	2 395 548	567 395	241 865	2 721 078
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 395 548**	**567 395**	**241 865**	**2 721 078**
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	1 900	0	0	1 900
Provisions sur comptes clients	69 473	114 179	69 473	114 179
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	**71 373**	**114 179**	**69 473**	**116 079**
TOTAL GENERAL	**2 466 921**	**681 574**	**311 338**	**2 837 157**
Dont dotations et reprises d'exploitation		681 574	311 338	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		84 868 349	3 527 752	81 340 597
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		**84 868 349**	**3 527 752**	**81 340 597**
Clients douteux ou litigieux		114 179	114 179	0
Autres créances clients		38 703 007	3 473 447	35 229 560
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		2 760	2 760	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	0
Etat et auxtres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	334 320	334 320	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	1 220	1 220	0
Groupes et associés		0	0	0
Débiteurs divers		227 886	227 886	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		**39 383 371**	**4 153 811**	**35 229 560**
Charges constatées d'avance		13 280	13 280	0
TOTAL DES CREANCES		**124 265 000**	**7694 843**	**116570 157**
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		84 947 791	3 607 194	15 100 171	66 240 426
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		3 065 978	3 065 978	0	0
Personnel et comptes rattachés		214 869	214 869	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		111 945	111 945	0	0
Etat et auxtres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	71 080	71 080	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	20 866 312	1 437 953	4 209 277	15 219 083
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	3 559	3 559	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 213	2 213	0	0
Groupes et associés		6 519 868	6 519 868	0	0
Autres dettes		75 351	75 351	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		120 094 283	10 063 364	23 713 100	86 317 819
TOTAL DES DETTES		**235 973 250**	**25 173 375**	**43022 548**	**167777 328**
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes	2 007 942
fiscales et sociales	286 291
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1 120
Autres dettes	30 000
Total	**2 325 353**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances clients et comptes rattachés Dettes	455 344
fournisseurs - Avoirs à recevoir Sécurité	224 026
sociale et autres organismes sociaux	3 860
Total	**683 230**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	13 280	0	0
TOTAL	**13 2 0**	**0**	**0**

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyer R1.1	102 338 114	0	0
Avance sur loyer 20 M€	13 555 556	0	0
Remboursements assurances sur travaux à effectuer	2 461 163	0	0
PCA sur naming et partenariats	1 432 150	0	0
Autres PCA	307 300	0	0
TOTAL	**120 0 4 2 3**	**0**	**0**

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	9 941 027			**9 941 027**	1
Actions amorties				**0**	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				**0**	
Actions préférentielles				**0**	
Parts sociales				**0**	
Certificats d'investissement				**0**	
TOTAL	**9 941 027**	**0**	**0**	**9 941 027**	**1**

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	9 941 027						9 941 027
Primes d émission, de fusion, d apport,	0						0
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	0						0
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	-20 600 295				108 242		-20 492 053
Résultat de l'exercice	108 242	1 510 961			-108 242		1 510 962
Subventions d'investissement	53 333 333		-2 500 000				50 833 333
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**42 782 307**	**1 510 961**	**-2 500 000**	**0**	**0**	**0**	**41 793 269**

Ventilation du chiffre d'affaires

(données en €)

Rubriques	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023	%
Loyer R1.1.a redevance financière cédée	5 170 464		5 170 464	5 144 741	0.50%
Loyer R1.2 redevance financière non cédée	1 169 809		1 169 809	1 163 989	0.50%
Loyer R2 redevance GER	1 816 172		1 816 172	1 779 002	2.09%
Loyer R3 redevance entretien maintenance	1 850 805		1 850 805	1 803 210	2.64%
Loyer R4 redevance gestion	932 222		932 222	921 843	1.13%
Avance sur Loyer	666 667		666 667	666 667	0.00%
Evénements	11 721 484		11 721 484	10 076 666	16.32%
Naming / partenariats	2 987 859		2 987 859	2 729 045	9.48%
Autres	1 228 119		1 228 119	898 893	36.63%
TOTAL	**27 543 601**	**0**	**27 543 601**	**25 184 054**	**9.37%**

Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement prevoyance	-2 171	79112600
Remboursement apprentissage	3 000	79113400
Avantages en nature	4 012	79116000
Recaturation travaux - frais - fluides	762 628	79120000
Indemnités assurances	5 141 324	79121100
TOTAL	**5 908 793**	

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Subvention d'investissement	0	2 500 000
Pénalités litige Bordeaux Métropole	300 000	0
Autres	34	0
TOTAL	**300 034**	**2 500 000**

Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises	Autres
	RAS					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garantie autonome à première demande (GER)	**3 346 857**				3 346 857	
TOTAL	**3 346 857**	**0**	**0**	**0**	**3 346 857**	**0**

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
	RAS					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Installations matériels	Autres	Total
Valeur d'origine					**0**
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					**0**
· Dotation de l'exercice					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs				1 462 869	**1 462 869**
· Exercices				0	**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**1 462 869**	**1 462 869**
Redevances restant à payer :					
A 1 an au plus					**0**
· A plus d 1 an et 5 ans au plus					**0**
· A plus de 5 ans					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					**0**
· A plus d 1 an et 5 ans au plus					**0**
· A plus de 5 ans					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Montant pris en charge dans l'exercice					**0**

Effectif moyen

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition		Effectif moyen global	
Effectf	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	12/2023	31/12/2024	31/12/2023
TOTAL	13	13	2	2	15	15

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par actions simplifiée

1973, Boulevard de la Défense

92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par actions simplifiée

1973, Boulevard de la Défense

92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux associés de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Deloitte.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note Méthodes d'évaluation de l'annexe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations,outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Deloitte.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité de surveillance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de surveillance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

Deloitte.

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Bouscat, le 29 avril 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Jean Baptiste Barras

Jean Baptiste BARRAS

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

1973 de la Défense 92000 NANTERRE

Comptes au 31/12/2024

Matmut
ATLANTIQUE

SOMMAIRE

Page de garde..... 1
Sommaire..... 2
Comptes annuels..... 3
Bilan - Actif..... 4
Bilan - Passif..... 5
Compte de résultat..... 6
Compte de résultat (suite)..... 7
Annexe..... 8
Règles et méthodes comptables..... 9
Faits marquants..... 15
Immobilisations..... 16
Amortissements..... 17
Provisions et dépréciations..... 18
Créances et dettes..... 19
Charges à payer et Produits 20
Charges et produits constaté..... 21
Composition capital social..... 22
Variation des capitaux propres..... 23
Ventilation du CA..... 24
Transferts de charges..... 25
Charges et produits except..... 26
Engagements hors bilan..... 27
Crédit-Bail..... 28
Effectif moyen..... 29
Liasse Fiscale..... 30

COMPTES ANNUELS

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	358 373	335 929	22 444	36 594
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	6 105	6 105	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	**364 478**	**342 034**	**22 444**	**36 594**
Terrains	0	0	0	0
Constructions	213 401 566	68 844 417	144 557 149	151 698 214
Installations techniques, matériel	7 073 546	6 517 213	556 333	1 153 359
Autres immobilisations corporelles	2 418 299	1 623 585	794 714	941 267
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	**222 893 411**	**76 985 216**	**145 908 196**	**153 792 839**
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	84 868 349	0	84 868 349	88 286 903
TOTAL immobilisations financières	**84 868 349**	**0**	**84 868 349**	**88 286 903**
Total Actif Immobilisé (II)	**308 126 238**	**77 327 250**	**230 798 988**	**242 116 337**
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	42 461	1 900	40 561	20 574
TOTAL Stock	**42 461**	**1 900**	**40 561**	**20 574**
Avances et acomptes versés sur commandes	1 195	0	1 195	2 316
Clients et comptes rattachés Autres	38 817 186	114 179	38 703 007	44 683 285
créances	566 185	0	566 185	1 702 248
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	**39 383 371**	**114 179**	**39 269 192**	**46 385 533**
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	10 364 380	0	10 364 380	8 897 292
TOTAL Disponibilités	**10 364 380**	**0**	**10 364 380**	**8 897 292**
Charges constatées d'avance	13 280	0	13 280	106 978
Total Actif Circulant (III)	**49 804 688**	**116 079**	**49 688 609**	**55 412 693**
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	**357 930 926**	**77 443 329**	**280 487 597**	**297 529 030**

Bilan passif

BILAN-PASSIF			Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 9 941 027		9 941 027	9 941 027
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			0	0
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence 0		0	0
Réserve légale			0	0
Réserves statutaires ou contractuelles			0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : dont	0	0	0
Autres réserves	réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	0	0	0
		TOTAL Réserves	**0**	**0**
Report à nouveau			-20 492 053	-20 600 295
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			**1 510 961**	**108 242**
Subventions d'investissement			50 833 333	53 333 333
Provisions réglementées			0	0
		TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	**41 793 269**	**42 782 307**
Produit des émissions de titres participatifs			0	0
Avances conditionnées			0	0
		TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	**0**	**0**
Provisions pour risques			0	0
Provisions pour charges			2 721 078	2 395 548
		TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	**2 721 078**	**2 395 548**
Emprunts obligataires convertibles			0	0
Autres emprunts obligataires			0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			84 947 791	88 449 760
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0		6 519 868	9 486 700
		TOTAL Dettes financières	**91 467 659**	**97 936 460**
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			3 065 978	3 854 871
Dettes fiscales et sociales			21 267 766	23 895 300
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 213	14 314
Autres dettes			75 351	122 925
		TOTAL Dettes d'exploitation	**24 411 308**	**27 887 409**
Produits constatés d'avance			120 094 283	126 527 305
		TOTAL DETTES (IV)	**235 973 250**	**252 351 175**
Ecart de conversion Passif (V)			0	0
		TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	**280 487 597**	**297 529 030**

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT			Exercice N			Exercice N-1
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises			0	0	0	0
Production vendue biens			0	0	0	0
Production vendue services			27 543 601	0	27 543 601	25 184 054
Chiffres d'affaires nets			**27 543 601**	**0**	**27 543 601**	**25 184 054**
Production stockée					0	0
Production immobilisée					0	0
Subventions d'exploitation					0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					6 220 131	1 114 855
Autres produits					9 842	14 399
		Total des produits d'exploitation (I)			**33 773 573**	**26 313 309**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					145 172	125 045
Variation de stock (marchandises)					-19 987	12 815
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					0	0
Autres achats et charges externes					22 273 142	17 006 169
Impôts, taxes et versements assimilés					581 206	551 566
Salaires et traitements					654 112	697 800
Charges sociales					274 312	268 550
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements			7 930 823	7 933 850
		Dotations aux provisions			0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				114 179	69 473
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				567 395	0
Autres charges					100 526	1 996
		Total des charges d'exploitation (II)			**32 620 880**	**26 667 265**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					**1 152 693**	**-353 956**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					0	0
Produits financiers de participations					0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					0	0
Autres intérêts et produits assimilés					289 200	149 205
Reprises sur provisions et transferts de charges					0	0
Différences positives de change					0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des produits financiers (V)			**289 200**	**149 205**
Dotations financières aux amortissements et provisions					0	0
Intérêts et charges assimilées					2 059 817	2 189 269
Différences négatives de change					0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des charges financières (VI)			**2 059 817**	**2 189 269**
RÉSULTAT FINANCIER					**-1 770 618**	**-2 040 064**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					**-617 925**	**-2 394 020**

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	2 373
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 500 000	2 500 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	**2 500 000**	**2 502 373**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges	300 034	112
exceptionnelles sur opérations en capital Dotations	0	0
exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**300 034**	**112**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**2 199 966**	**2 502 262**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	71 080	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**36 562 773**	**28 964 888**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**35 051 811**	**28 856 645**
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	**1 510 961**	**108 242**

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE (ci-après l'entreprise ou la société).
Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 31/12/2024, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE pour l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels. Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- **continuité de l'exploitation,**

Le montant cumulé des pertes de SBA s'élève au 31 décembre 2024 à 19,0 millions d'euros.
En effet, le modèle du contrat de partenariat s'avère structurellement déséquilibré, entraînant des pertes significatives pour l'exploitant, y compris lorsque l'activité commerciale est dynamique, en raison de montants de redevances insuffisants au regard des coûts réellement encourus, notamment s'agissant de l'entretien de la pelouse, des frais de maintenance liés à l'accueil des matchs du club résident et des frais de gestion.
La société a engagé une procédure de conciliation ordonnée par le tribunal de commerce le 10 décembre 2024 afin de réengager des discussions entre SBA et Bordeaux Métropole autour de l'avenir de l'exploitation du stade. Les deux parties travaillent actuellement à la mise en place d'un accord dont l'objet est la transition vers un nouveau modèle d'exploitation en régie par la collectivité.
A date d'arrêté des comptes, les actionnaires se sont engagés à ne pas demander le remboursement des comptes courants, pour un montant de 6.5M€ avant le 31 décembre 2025. Cet engagement est toutefois conditionné à la signature d'un protocole d'accord avec Bordeaux Métropole.
Le Comité de surveillance a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation après avoir pris en compte toutes les informations dont il dispose pour l'avenir et en particulier les prévisions de trésorerie établies jusqu'au 31 décembre 2025. Celles-ci reposent notamment sur l'hypothèse structurante que les négociations en cours entre SBA et BM aboutiront favorablement.
Cette situation génère toutefois une incertitude significative sur la continuité d'exploitation. En effet, si la renégociation du contrat d'exploitation avec la collectivité n'aboutissait pas, et que les actionnaires demandaient le remboursement de leurs comptes courants, la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables français, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs dans un contexte de continuité d'exploitation, pourrait alors s'avérer inappropriée. Il est essentiel de surveiller ce processus et ses implications potentielles pour les comptes consolidés de la société.

- **permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,**
- **indépendance des exercices.**

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Coûts d'emprunt
L'option a été prise d'intégrer dans le coût de la construction du stade les frais financiers portés pendant toute la période de la construction.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissement des immobilisations corporelles
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :	
- Stade	30 ans – mode linéaire
- Equipements (TV, écrans géants, etc.)	10 ans – mode linéaire
- Equipements sportifs et pelouse	12 ans – mode linéaire
- Equipements WIFI HD	7 ans – mode linéaire
- Mobiliers (administratif, sportif et médias)	15 à 20 ans – mode linéaire
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagem	10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Sont inscrits en autres immobilisations financières, le reclassement de la créance R1.1.a détenue sur la ville de Bordeaux pour un montant à l'origine de 114 321 826.54 €.
Cette créance a fait l'objet d'une mobilisation Dailly auprès des banques Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia CréditLocal.
Les banques ont opposé une garantie au financement de la cession de la créance professionnelle au moyen d'un accord autonome signé par les parties en date du 28 octobre 2011.

Au cours de l'exercice 2024, 3 418 554 € ont été remboursés aux prêteurs, et le montant de la créance à la clôture est de 84 868 349€.
La contrepartie financière a été comptabilisée au passif du bilan en emprunt et dette pour le même montant soit, 84 868 349 € en fin d'exercice.
Au fur et à mesure des échéances trimestrielles, la ville verse directement à la banque "SMBC" le capital et les intérêts de la créance cédée et verse la TVA à SBA.

		164 Emprunt SMBC (Dailly)		276 Autres immo financières		411 Ville de Bordeaux		4455 État TVA à décaisser		487 Pdt Constat avance		512 Banque SMBC		661 Charges financières		708 Loyer R1	
Cession de créances	avr-15		114 321 827									114 321 827					
Facturation des loyers R1	avr-15					181 497 543			30 249 590								151 247 952
Virement poste à poste	avr-15			114 321 827			114 321 827										
Remboursement emprunt	déc-15	1 766 077			1 766 077												
Remboursement intérêts	déc-15						1 524 964							1 524 964			
Remboursement TVA	déc-15						658 208	658 208				658 208	658 208				
Loyer constaté d'avance	déc-15										147 956 911					147 956 911	
Solde au 31/12/2015			**112 555 749**	**112 555 749**		**64 992 544**			**29 591 382**		**147 956 911**	**114 321 827**		**1 524 964**			3 291 041
...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A NOUVEAU 2024			**88 286 903**	**88 286 903**		**40 755 916**			**21 501 716**		**107 508 579**						
Remboursement emprunt	déc-24	3 418 554			3 418 554												
Remboursement intérêts	déc-24						1 751 910							1 751 910			
Remboursement TVA	déc-24						1 034 093	1 034 093				1 034 093	1 034 093				
Loyer constaté d'avance	déc-24									107 508 579	102 338 114					102 338 114	107 508 579
Solde au 31/12/2024			**84 868 349**	**84 868 349**		**37 969 913**			**20 467 623**		**102 338 114**			**1 751 910**			5 170 465

Stocks de marchandises

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.
Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (FIFO).
La société SBA à recours à des contrats de partenariat qui lui assurent un prix d'approvisionnement fixe pendant la durée du contrat.
Le stock à la clôture est composé des marchandises achetées auprès de nos partenaires non consommées au 31/12/2024.

Dépréciation des stocks de marchandises

Suite au changement de fournisseur-partenaire de champagne, le stock de champagne de l'ancien partenaire a été déprécié à 100% (à hauteur de 1 900 €).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances brutes figurent à l'actif du bilan pour un montant de 39 383 371€.

Elles sont principalement composées de la créance de la ville (cf. schéma comptabilisation Dailly) qui correspond à la somme des intérêts sur la partie non cédée du financement du stade, dénommée R1.1.b, et de la TVA sur la R1 (cédée et non cédée).

Au 31 décembre2024,cette créance représente un montant de 37 969 913 €.
Cette créance a été diminuée, conformément à l'échéancier annexé, des paiements intervenus au cours de l'exercice à hauteur de 2 786 003 €.
Les produits rattachés aux exercices postérieurs à l'exercice en cours sont neutralisés au moyen de produits constatés d'avance (cf. comptes de régularisation).

Dépréciation des créances

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Capital social

Suite à l'intégration de la dette subordonnée en date du 14/12/2015, le capital social s'élève à 9 941 027 €. Aucune modification n'est intervenue au cours de l'exercice.

Les actionnaires de SBA sont Fayat SAS à 50% et VINCI Concessions à 50%.

Subvention d'investissement

La société SBA a reçu une subvention d'investissement de 75 millions d'euros pendant la phase de construction. Cette subvention est rapportée au rythme de l'amortissement qu'elle finance, elle est donc reprise au résultat sur la durée du contrat.

Au 31/12/2024 le solde de la subvention est de 50 833 333 € après une reprise annuelle de 2 500 000 €, inscrite en produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Au titre de l'article 11.2.2 du contrat de partenariat signé le 28 octobre 2011, la société SBA reçoit de la ville de Bordeaux, à laquelle s'est depuis substituée Bordeaux Métropole, une redevance durant la période d'exploitation au titre des gros entretiens et réparations (GER), la redevance R2. Cette redevance R2 suit un plan de GER annexé au contrat qui prévoit des interventions à partir de la 3e année d'exploitation (soit le 1er mai 2017).

La société SBA reverse dans le cadre du contrat entretien maintenance (CEM) une partie de cette redevance au mainteneur VINCI Energies (anciennement VINCI Facilities). Le solde de cette redevance correspond aux travaux assurés par la société SBA. Il fait l'objet d'une dotation au titre des provisions pour grosses réparations.

Conformément au contrat de partenariat, le montant de la provision est versé sur un compte ouvert à cet effet auprès de la banque Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe.

La provision s'élève au 31/12/2024 à 2 721 078 €.

Note sur la comptabilisation des opérations de GER :
Les équipements du stade mis à disposition en 2015 sont amortis principalement sur la durée du contrat, et inchangés.
Les renouvellements liés au plan GER n'ont pas d'impact sur le compte de résultat :
- La dépense de renouvellement est comptabilisée en charge
- La provision de GER est reprise du même montant
De même, le compte bancaire dédié au GER est ponctionné du montant (HT) payé pour le renouvellement.
A la suite de l'audit du plan de GER réalisé en 2018, aucune modification du montant de la provision globale de GER n'a été identifiée.

Comptes courants d'associés

Les actionnaires ont en 2015 fait des apports à hauteur de 5 500 000 € en compte courant.
En mars 2018, un nouvel apport de 1 500 000 € a été fait, puis en mars 2020 avec 1 000 000 € supplémentaire.
Ces apports sont rémunérés à 4%.
Un remboursement partiel de 3 000 000 € a été effectué au cours de l'exercice 2024.
Le solde des comptes courants d'associés, intérêts compris, s'élève à 6 519 686 € au 31 décembre 2024.

Dettes fiscales et sociales

Au bilan, le poste des dettes fiscales et sociales s élève à 21 267 766 €, dont 20 467 623 € relatifs au solde de TVA à décaisser sur les créances R1 1 a et R1 1 b (cf schéma comptabilisation Dailly).

Comptes de régularisation

Comme indiqué dans le paragraphe Créances, les produits relatifs aux exercices postérieurs à l'exercice en cours ont été neutralisés par un
produit constaté d'avance qui s'établit au 31 décembre 2024 à 120 094 283 €.
Ce poste comprend principalement :
- la créance du loyer R1.1.a, à hauteur de 102 338 114 € (cf. schéma comptabilisation Dailly),
- l'avance sur loyer de 20 M€, soit 13 555 556 €.

Engagements de retraite

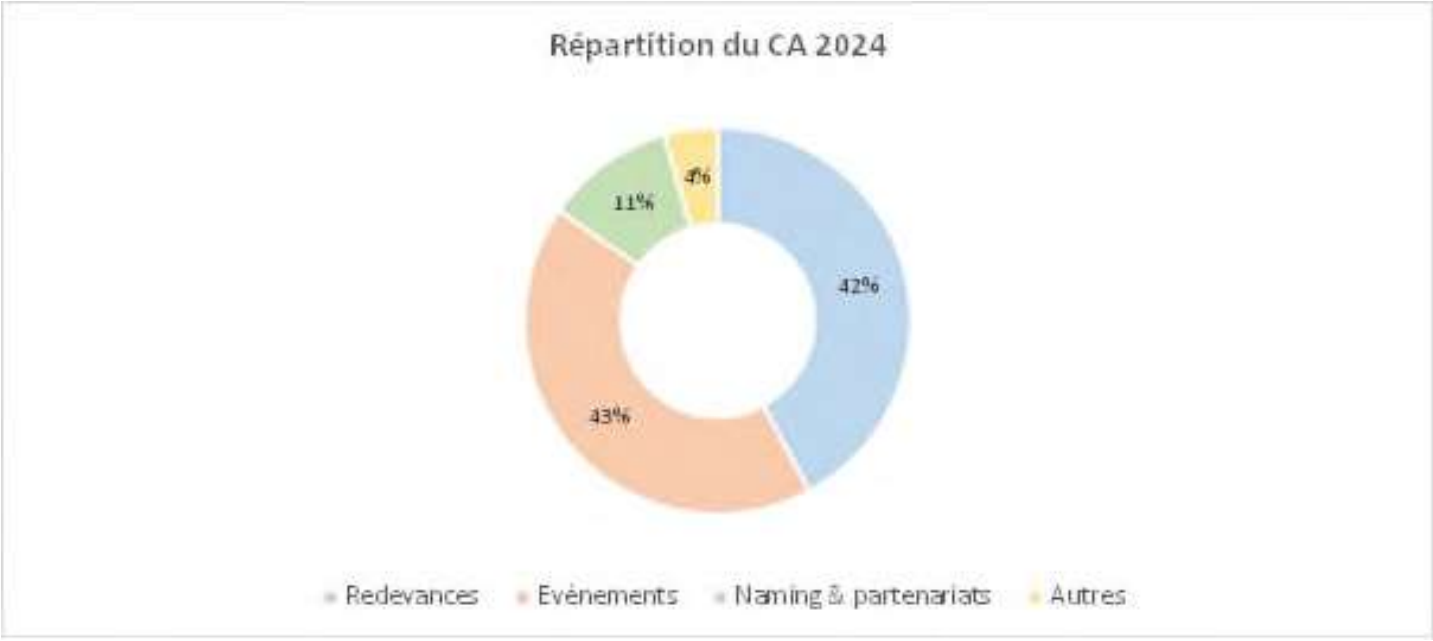
La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Le montant des engagements de la société s'élève à 16 607 euros.
Aucune provision n'a été constatée.
L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.
Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

-	Taux d'actualisation	3.38
-	Taux de croissance des salaires	2.0%
-	Age de départ à la retraite	67 ans
-	Table de taux de mortalité	table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits et charges d'exploitation

Le chiffre d'affaires se décompose en 4 activités principales : les redevances, les partenariats (y.c. le Naming), les événements et les autres activités.
Les événements sont distingués en deux catégories : les événements d'entreprises (séminaires d'entreprise, salons professionnels, etc.), et les grands événements (concerts, manifestations sportives nationales et internationales).



Le chiffre d'affaires de l'exercice 2024 s'établit à 27 543 601 €.
Les charges d'exploitation de l'exercice s'élèvent à 32 620 880 €, dont 7 930 823 € de dotations aux amortissements.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :
- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.
L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

A noter qu'en 2023, 2 personnes étaient mises à disposition de SBA à temps complet par des sociétés des groupes actionnaires.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	onoraires comptabilisés au titre du contr le légal	onoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Deloitte	24800	0	24800
Montant total des honoraires	**24800**	**0**	**24800**

Intégration fiscale

SBA ne bénéficie pas de l'intégration fiscale.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Dénomination sociale :	VINCI CONCESSIONS
Forme :	SAS
Au capital de :	5 906 925 696 euros
Adresse du siège social :	1973 Boulevard de la Défense 92000 NANTERRE

FAITS MARQUANTS

Activité événementielle

A la fin de l'exercice 2024, la société Stade Bordeaux Atlantique (SBA) présente un résultat net positif de 1 510 961 € pour la seconde année consécutive depuis le début de l'exploitation du stade, avec un chiffre d'affaires en hausse de 9% par rapport à l'exercice précédent.
Cette performance est à mettre sur le compte d'une activité événementielle d'une intensité exceptionnelle, avec l'accueil de 11 manifestations entre fin mars et début août :

- 1 match du TOP 14 le 24 mars opposant l'UBB au Stade Toulousain,
- 1 match le 9 juin de l'équipe de France de Football masculine contre l'équipe du Canada,
- Les demi-finales du Top 14 les 21 et 22 juin,
- 7 matchs de football en juillet-août dans le cadre des Jeux Olympiques Paris 2024.

Situation du FCGB

Au cours de l'été 2024, en raison de graves difficultés financières, le FCGB a renoncé à son statut professionnel, a été rétrogradé administrativement en championnat amateur et a été placé en redressement judiciaire par le Tribunal de Bordeaux.
Cet événement a conduit la Matmut à interrompre les négociations en cours sur le renouvellement du contrat de naming et à notifier SBA de son désengagement, effectif dès le 1er août 2025, fragilisant ainsi davantage le modèle économique du contrat de partenariat.
Face à cette situation inédite, les discussions entre SBA et Bordeaux Métropole qui portaient sur le rééquilibrage du contrat dans le cadre de la clause de revoyure du contrat de partenariat, ont rapidement été interrompues.

Procédure auprès du tribunal de commerce de Nanterre

Dans ce contexte, le commissaire aux comptes de la société a initié une procédure d'alerte auprès du président du tribunal de commerce de Nanterre qui a convoqué le Président de SBA à un entretien avec l'un des juges délégués à la prévention des difficultés
Sur les recommandations du juge, SBA a sollicité l'ouverture d'une procédure de conciliation menée par un administrateur judiciaire.
Le 10 décembre 2024, le Président du tribunal de commerce de Nanterre a ainsi ordonné l'ouverture d'une procédure de conciliation d'une durée initiale de 2 mois.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La procédure de conciliation ordonnée par le tribunal de commerce a permis à SBA et à Bordeaux Métropole de réengager des discussions autour de l'avenir de l'exploitation du stade.
La procédure a ainsi été prolongée de 3 mois supplémentaires, soit jusqu'au 10 mai 2025, afin de permettre aux parties de prolonger les échanges en vue de parvenir à un accord.
Au terme de ces échanges, marqués par l'incertitude persistante sur l'avenir du FCGB, elles ont conjointement fait le choix de procéder à une rupture amiable du contrat de partenariat au 1er août 2025.

A la date d'arrêté des comptes, les parties travaillent activement à la réussite de cette transition vers un nouveau modèle d'exploitation en régie par la collectivité.
Il permettra de conserver l'expertise reconnue des équipes de SBA en termes de programmation, d'organisation d'événements majeur et de gestion du bâtiment, tout en assurant un avenir durable à l'équipement.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Rappels

Transfert à Bordeaux Métropole

En application de la loi MAPTAM, le stade Matmut ATLANTIQUE a été déclaré équipement d'intérêt métropolitain lors du Conseil de Métropole du 16/12/2016.

Depuis le 01/01/2017, Bordeaux Métropole se substitue donc à la Ville de Bordeaux dans le cadre de relations contractuelles avec SBA.

Financement du projet

La ville de Bordeaux a eu recours à un contrat de partenariat pour finaliser le projet de construction du nouveau stade de Bordeaux. Les sociétés FAYAT et VINCI en charge de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et le financement partiel, ont en commun, créé la société exploitante : Stade Bordeaux Atlantique, « SBA ».

Suite à la fixation des taux intervenue en avril 2015 (cf. paragraphe ci-dessous), le montant de certaines redevances a été diminué. Ainsi, tandis que les redevances versées par la collectivité selon le contrat étaient de 11 M€ (en valeur 2011, cf. détail dans le tableau ci-dessous), le montant des redevances réellement facturées en 2024 est le suivant :

Redevances	déc-24	mai-11
Redevance financière cédée (R1)	6 340 273	8 120 179
Redevance GER (R2)	1 816 172	619 931
Redevance Entretien - Maintenance (R3)	1 850 805	1 464 000
Redevance Gestion (R4)	932 222	954 872
S/T redevances perçues par SBA	**10 939 472**	**11 158 442**
Recettes nettes garanties	-4 807 626	-4 485 250
Total redevances	**6 131 846**	**6 673 192**

La redevance R1 est destinée au remboursement et à la rémunération des financements. Elle se décompose comme suit :

- Redevance R1.1 : redevance financière cédée et acceptée (faisant l'objet d'une cession de créance via un crédit Dailly, conformément à l'article 13 du contrat de partenariat)
- Redevance R1.2 : redevance financière non acceptée (part des couts d'investissements financée par les fonds propres)

Ces fonds, auxquels se rajoutent une subvention allouée par la ville, le département et la région de 75 millions d'euros et une avance de loyer de 20 millions d'euros, ont complété l'apport des actionnaires pour le financement du projet.

Instruments de couverture

Conformément au contrat de partenariat et plus particulièrement à son article 12.2, SBA a figé les loyers Financiers (R1) et le loyer IS (R4.2) de la Ville de Bordeaux avant la Mise à Disposition de l'ouvrage. La fixation des taux est intervenue le 9 avril 2015 dans des conditions de marchés optimales avec un taux de swap 30 ans négocié à 72 bp (soit 0,72% + 0,15% de marge de swap et 1,1 % de marge de crédit Dailly = 1,97 %), ce qui représente une économie substantielle par rapport aux charges initiales anticipées par la ville dans le cadre de l'offre.

Dans le cadre de cette opération, SBA a contracté deux swaps de taux (Fixe contre variable, la Dette bancaire étant levée sur la base des taux Euribor 3M) auprès des Banques de Couvertures, identifiées dès la signature du contrat de partenariat : Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local. Chaque Banque a contracté 50% de l'instrument de couverture pour un montant respectif de 57 160 913 €.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		371 232	0	0
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	212 907 279	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	498 076	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 070 279	0	3 267
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 287 172	0	5 928
	Matériel de transport	4 356	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	96 997	0	23 846
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		**0**	**0**	**0**
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		**222 864 160**	**0**	**33 041**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		88 286 903	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**88 286 903**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL		**311 522 295**	**0**	**33 041**

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Virement	Cession	
Frais d'établissement et de développement		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		0	6 754	364 478
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	212 907 279
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	3 789	494 287
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	7 073 546
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements,aménagements divers	0	0	2 293 099
	Matériel de transport	0	0	4 356
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	120 843
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES			**3 789**	**222 893 411**
Participations évaluées par mise en équivalence		**0**	**0**	**0**
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	3 418 554	84 868 349
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**0**	**3 418 554**	**84 868 349**
TOTAL GENERAL		**0**	**3 429 097**	**308 126 238**

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement		0	0	0	0
Fonds commercial		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		334 638	15 651	8 254	342 034
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		**334 638**	**15 651**	**8 254**	**342 034**
Terrains		0	0	0	0
Sur sol propre Constructions	Sur sol d'autrui	61 558 397	7 096 909	0	68 655 306
Installations générales, agencements		0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages		148 745	41 643	1 277	189 111
		5 916 920	600 293	0	6 517 213
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	1 367 697	167 802	0	1 535 499
	Matériel de transport	2 963	622	0	3 586
	Matériel de bureau, informatique et	76 599	7 902	0	84 501
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		**69 071 321**	**7 915 173**	**1 277**	**76 985 216**
TOTAL GENERAL		**69 405 958**	**7 930 823**	**9 531**	**77 327 250**

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions pour litige	0	0	0	0
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	2 395 548	567 395	241 865	2 721 078
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 395 548**	**567 395**	**241 865**	**2 721 078**
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	1 900	0	0	1 900
Provisions sur comptes clients	69 473	114 179	69 473	114 179
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	**71 373**	**114 179**	**69 473**	**116 079**
TOTAL GENERAL	**2 466 921**	**681 574**	**311 338**	**2 837 157**
Dont dotations et reprises d'exploitation		681 574	311 338	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		84 868 349	3 527 752	81 340 597
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		**84 868 349**	**3 527 752**	**81 340 597**
Clients douteux ou litigieux		114 179	114 179	0
Autres créances clients		38 703 007	3 473 447	35 229 560
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		2 760	2 760	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	0
Etat et auxtres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	334 320	334 320	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	1 220	1 220	0
Groupes et associés		0	0	0
Débiteurs divers		227 886	227 886	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		**39 383 371**	**4 153 811**	**35 229 560**
Charges constatées d'avance		13 280	13 280	0
TOTAL DES CREANCES		**124 265 000**	**7694 843**	**116570 157**
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		84 947 791	3 607 194	15 100 171	66 240 426
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		3 065 978	3 065 978	0	0
Personnel et comptes rattachés		214 869	214 869	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		111 945	111 945	0	0
Etat et auxtres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	71 080	71 080	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	20 866 312	1 437 953	4 209 277	15 219 083
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	3 559	3 559	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 213	2 213	0	0
Groupes et associés		6 519 868	6 519 868	0	0
Autres dettes		75 351	75 351	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		120 094 283	10 063 364	23 713 100	86 317 819
TOTAL DES DETTES		**235 973 250**	**25 173 375**	**43022 548**	**167777 328**
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes	2 007 942
fiscales et sociales	286 291
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1 120
Autres dettes	30 000
Total	**2 325 353**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances clients et comptes rattachés Dettes	455 344
fournisseurs - Avoirs à recevoir Sécurité	224 026
sociale et autres organismes sociaux	3 860
Total	**683 230**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	13 280	0	0
TOTAL	**13 2 0**	**0**	**0**

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyer R1.1	102 338 114	0	0
Avance sur loyer 20 M€	13 555 556	0	0
Remboursements assurances sur travaux à effectuer	2 461 163	0	0
PCA sur naming et partenariats	1 432 150	0	0
Autres PCA	307 300	0	0
TOTAL	**120 0 4 2 3**	**0**	**0**

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	9 941 027			**9 941 027**	1
Actions amorties				**0**	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				**0**	
Actions préférentielles				**0**	
Parts sociales				**0**	
Certificats d'investissement				**0**	
TOTAL	**9 941 027**	**0**	**0**	**9 941 027**	**1**

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	9 941 027						9 941 027
Primes d émission, de fusion, d apport,	0						0
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	0						0
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	-20 600 295				108 242		-20 492 053
Résultat de l'exercice	108 242	1 510 961			-108 242		1 510 962
Subventions d'investissement	53 333 333		-2 500 000				50 833 333
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**42 782 307**	**1 510 961**	**-2 500 000**	**0**	**0**	**0**	**41 793 269**

Ventilation du chiffre d'affaires

(données en €)

Rubriques	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023	%
Loyer R1.1.a redevance financière cédée	5 170 464		5 170 464	5 144 741	0.50%
Loyer R1.2 redevance financière non cédée	1 169 809		1 169 809	1 163 989	0.50%
Loyer R2 redevance GER	1 816 172		1 816 172	1 779 002	2.09%
Loyer R3 redevance entretien maintenance	1 850 805		1 850 805	1 803 210	2.64%
Loyer R4 redevance gestion	932 222		932 222	921 843	1.13%
Avance sur Loyer	666 667		666 667	666 667	0.00%
Evénements	11 721 484		11 721 484	10 076 666	16.32%
Naming / partenariats	2 987 859		2 987 859	2 729 045	9.48%
Autres	1 228 119		1 228 119	898 893	36.63%
TOTAL	**27 543 601**	**0**	**27 543 601**	**25 184 054**	**9.37%**

Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement prevoyance	-2 171	79112600
Remboursement apprentissage	3 000	79113400
Avantages en nature	4 012	79116000
Recaturation travaux - frais - fluides	762 628	79120000
Indemnités assurances	5 141 324	79121100
TOTAL	**5 908 793**	

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Subvention d'investissement	0	2 500 000
Pénalités litige Bordeaux Métropole	300 000	0
Autres	34	0
TOTAL	**300 034**	**2 500 000**

Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises	Autres
	RAS					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garantie autonome à première demande (GER)	**3 346 857**				3 346 857	
TOTAL	**3 346 857**	**0**	**0**	**0**	**3 346 857**	**0**

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
	RAS					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Installations matériels	Autres	Total
Valeur d'origine					**0**
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					**0**
· Dotation de l'exercice					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs				1 462 869	**1 462 869**
· Exercices				0	**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**1 462 869**	**1 462 869**
Redevances restant à payer :					
A 1 an au plus					**0**
· A plus d 1 an et 5 ans au plus					**0**
· A plus de 5 ans					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					**0**
· A plus d 1 an et 5 ans au plus					**0**
· A plus de 5 ans					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Montant pris en charge dans l'exercice					**0**

Effectif moyen

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition		Effectif moyen global	
Effectf	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	12/2023	31/12/2024	31/12/2023
TOTAL	13	13	2	2	15	15

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par actions simplifiée

1973, Boulevard de la Défense

92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par actions simplifiée

1973, Boulevard de la Défense

92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux associés de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Deloitte.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note Méthodes d'évaluation de l'annexe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations,outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Deloitte.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité de surveillance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de surveillance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

Deloitte.

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Bouscat, le 29 avril 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Jean Baptiste Barras

Jean Baptiste BARRAS

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

1973 de la Défense 92000 NANTERRE

Comptes au 31/12/2024

Matmut
ATLANTIQUE

SOMMAIRE

Page de garde..... 1
Sommaire..... 2
Comptes annuels..... 3
Bilan - Actif..... 4
Bilan - Passif..... 5
Compte de résultat..... 6
Compte de résultat (suite)..... 7
Annexe..... 8
Règles et méthodes comptables..... 9
Faits marquants..... 15
Immobilisations..... 16
Amortissements..... 17
Provisions et dépréciations..... 18
Créances et dettes..... 19
Charges à payer et Produits 20
Charges et produits constaté..... 21
Composition capital social..... 22
Variation des capitaux propres..... 23
Ventilation du CA..... 24
Transferts de charges..... 25
Charges et produits except..... 26
Engagements hors bilan..... 27
Crédit-Bail..... 28
Effectif moyen..... 29
Liasse Fiscale..... 30

COMPTES ANNUELS

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	358 373	335 929	22 444	36 594
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	6 105	6 105	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	**364 478**	**342 034**	**22 444**	**36 594**
Terrains	0	0	0	0
Constructions	213 401 566	68 844 417	144 557 149	151 698 214
Installations techniques, matériel	7 073 546	6 517 213	556 333	1 153 359
Autres immobilisations corporelles	2 418 299	1 623 585	794 714	941 267
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	**222 893 411**	**76 985 216**	**145 908 196**	**153 792 839**
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	84 868 349	0	84 868 349	88 286 903
TOTAL immobilisations financières	**84 868 349**	**0**	**84 868 349**	**88 286 903**
Total Actif Immobilisé (II)	**308 126 238**	**77 327 250**	**230 798 988**	**242 116 337**
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	42 461	1 900	40 561	20 574
TOTAL Stock	**42 461**	**1 900**	**40 561**	**20 574**
Avances et acomptes versés sur commandes	1 195	0	1 195	2 316
Clients et comptes rattachés Autres	38 817 186	114 179	38 703 007	44 683 285
créances	566 185	0	566 185	1 702 248
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	**39 383 371**	**114 179**	**39 269 192**	**46 385 533**
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	10 364 380	0	10 364 380	8 897 292
TOTAL Disponibilités	**10 364 380**	**0**	**10 364 380**	**8 897 292**
Charges constatées d'avance	13 280	0	13 280	106 978
Total Actif Circulant (III)	**49 804 688**	**116 079**	**49 688 609**	**55 412 693**
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	**357 930 926**	**77 443 329**	**280 487 597**	**297 529 030**

Bilan passif

BILAN-PASSIF			Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 9 941 027		9 941 027	9 941 027
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			0	0
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence 0		0	0
Réserve légale			0	0
Réserves statutaires ou contractuelles			0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : dont	0	0	0
Autres réserves	réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	0	0	0
		TOTAL Réserves	**0**	**0**
Report à nouveau			-20 492 053	-20 600 295
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			**1 510 961**	**108 242**
Subventions d'investissement			50 833 333	53 333 333
Provisions réglementées			0	0
		TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	**41 793 269**	**42 782 307**
Produit des émissions de titres participatifs			0	0
Avances conditionnées			0	0
		TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	**0**	**0**
Provisions pour risques			0	0
Provisions pour charges			2 721 078	2 395 548
		TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	**2 721 078**	**2 395 548**
Emprunts obligataires convertibles			0	0
Autres emprunts obligataires			0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			84 947 791	88 449 760
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0		6 519 868	9 486 700
		TOTAL Dettes financières	**91 467 659**	**97 936 460**
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			3 065 978	3 854 871
Dettes fiscales et sociales			21 267 766	23 895 300
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 213	14 314
Autres dettes			75 351	122 925
		TOTAL Dettes d'exploitation	**24 411 308**	**27 887 409**
Produits constatés d'avance			120 094 283	126 527 305
		TOTAL DETTES (IV)	**235 973 250**	**252 351 175**
Ecart de conversion Passif (V)			0	0
		TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	**280 487 597**	**297 529 030**

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT			Exercice N			Exercice N-1
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises			0	0	0	0
Production vendue biens			0	0	0	0
Production vendue services			27 543 601	0	27 543 601	25 184 054
Chiffres d'affaires nets			**27 543 601**	**0**	**27 543 601**	**25 184 054**
Production stockée					0	0
Production immobilisée					0	0
Subventions d'exploitation					0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					6 220 131	1 114 855
Autres produits					9 842	14 399
		Total des produits d'exploitation (I)			**33 773 573**	**26 313 309**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					145 172	125 045
Variation de stock (marchandises)					-19 987	12 815
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					0	0
Autres achats et charges externes					22 273 142	17 006 169
Impôts, taxes et versements assimilés					581 206	551 566
Salaires et traitements					654 112	697 800
Charges sociales					274 312	268 550
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements			7 930 823	7 933 850
		Dotations aux provisions			0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				114 179	69 473
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				567 395	0
Autres charges					100 526	1 996
		Total des charges d'exploitation (II)			**32 620 880**	**26 667 265**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					**1 152 693**	**-353 956**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					0	0
Produits financiers de participations					0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					0	0
Autres intérêts et produits assimilés					289 200	149 205
Reprises sur provisions et transferts de charges					0	0
Différences positives de change					0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des produits financiers (V)			**289 200**	**149 205**
Dotations financières aux amortissements et provisions					0	0
Intérêts et charges assimilées					2 059 817	2 189 269
Différences négatives de change					0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des charges financières (VI)			**2 059 817**	**2 189 269**
RÉSULTAT FINANCIER					**-1 770 618**	**-2 040 064**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					**-617 925**	**-2 394 020**

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	2 373
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 500 000	2 500 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	**2 500 000**	**2 502 373**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges	300 034	112
exceptionnelles sur opérations en capital Dotations	0	0
exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**300 034**	**112**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**2 199 966**	**2 502 262**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	71 080	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**36 562 773**	**28 964 888**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**35 051 811**	**28 856 645**
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	**1 510 961**	**108 242**

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE (ci-après l'entreprise ou la société).
Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 31/12/2024, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE pour l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels. Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- **continuité de l'exploitation,**

Le montant cumulé des pertes de SBA s'élève au 31 décembre 2024 à 19,0 millions d'euros.
En effet, le modèle du contrat de partenariat s'avère structurellement déséquilibré, entraînant des pertes significatives pour l'exploitant, y compris lorsque l'activité commerciale est dynamique, en raison de montants de redevances insuffisants au regard des coûts réellement encourus, notamment s'agissant de l'entretien de la pelouse, des frais de maintenance liés à l'accueil des matchs du club résident et des frais de gestion.
La société a engagé une procédure de conciliation ordonnée par le tribunal de commerce le 10 décembre 2024 afin de réengager des discussions entre SBA et Bordeaux Métropole autour de l'avenir de l'exploitation du stade. Les deux parties travaillent actuellement à la mise en place d'un accord dont l'objet est la transition vers un nouveau modèle d'exploitation en régie par la collectivité.
A date d'arrêté des comptes, les actionnaires se sont engagés à ne pas demander le remboursement des comptes courants, pour un montant de 6.5M€ avant le 31 décembre 2025. Cet engagement est toutefois conditionné à la signature d'un protocole d'accord avec Bordeaux Métropole.
Le Comité de surveillance a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation après avoir pris en compte toutes les informations dont il dispose pour l'avenir et en particulier les prévisions de trésorerie établies jusqu'au 31 décembre 2025. Celles-ci reposent notamment sur l'hypothèse structurante que les négociations en cours entre SBA et BM aboutiront favorablement.
Cette situation génère toutefois une incertitude significative sur la continuité d'exploitation. En effet, si la renégociation du contrat d'exploitation avec la collectivité n'aboutissait pas, et que les actionnaires demandaient le remboursement de leurs comptes courants, la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables français, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs dans un contexte de continuité d'exploitation, pourrait alors s'avérer inappropriée. Il est essentiel de surveiller ce processus et ses implications potentielles pour les comptes consolidés de la société.

- **permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,**
- **indépendance des exercices.**

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Coûts d'emprunt
L'option a été prise d'intégrer dans le coût de la construction du stade les frais financiers portés pendant toute la période de la construction.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissement des immobilisations corporelles
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :	
- Stade	30 ans – mode linéaire
- Equipements (TV, écrans géants, etc.)	10 ans – mode linéaire
- Equipements sportifs et pelouse	12 ans – mode linéaire
- Equipements WIFI HD	7 ans – mode linéaire
- Mobiliers (administratif, sportif et médias)	15 à 20 ans – mode linéaire
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagem	10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Sont inscrits en autres immobilisations financières, le reclassement de la créance R1.1.a détenue sur la ville de Bordeaux pour un montant à l'origine de 114 321 826.54 €.
Cette créance a fait l'objet d'une mobilisation Dailly auprès des banques Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia CréditLocal.
Les banques ont opposé une garantie au financement de la cession de la créance professionnelle au moyen d'un accord autonome signé par les parties en date du 28 octobre 2011.

Au cours de l'exercice 2024, 3 418 554 € ont été remboursés aux prêteurs, et le montant de la créance à la clôture est de 84 868 349€.
La contrepartie financière a été comptabilisée au passif du bilan en emprunt et dette pour le même montant soit, 84 868 349 € en fin d'exercice.
Au fur et à mesure des échéances trimestrielles, la ville verse directement à la banque "SMBC" le capital et les intérêts de la créance cédée et verse la TVA à SBA.

		164 Emprunt SMBC (Dailly)		276 Autres immo financières		411 Ville de Bordeaux		4455 État TVA à décaisser		487 Pdt Constat avance		512 Banque SMBC		661 Charges financières		708 Loyer R1	
Cession de créances	avr-15		114 321 827									114 321 827					
Facturation des loyers R1	avr-15					181 497 543			30 249 590								151 247 952
Virement poste à poste	avr-15			114 321 827			114 321 827										
Remboursement emprunt	déc-15	1 766 077			1 766 077												
Remboursement intérêts	déc-15						1 524 964							1 524 964			
Remboursement TVA	déc-15						658 208	658 208				658 208	658 208				
Loyer constaté d'avance	déc-15										147 956 911					147 956 911	
Solde au 31/12/2015			**112 555 749**	**112 555 749**		**64 992 544**			**29 591 382**		**147 956 911**	**114 321 827**		**1 524 964**			3 291 041
...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A NOUVEAU 2024			**88 286 903**	**88 286 903**		**40 755 916**			**21 501 716**		**107 508 579**						
Remboursement emprunt	déc-24	3 418 554			3 418 554												
Remboursement intérêts	déc-24						1 751 910							1 751 910			
Remboursement TVA	déc-24						1 034 093	1 034 093				1 034 093	1 034 093				
Loyer constaté d'avance	déc-24									107 508 579	102 338 114					102 338 114	107 508 579
Solde au 31/12/2024			**84 868 349**	**84 868 349**		**37 969 913**			**20 467 623**		**102 338 114**			**1 751 910**			5 170 465

Stocks de marchandises

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.
Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (FIFO).
La société SBA à recours à des contrats de partenariat qui lui assurent un prix d'approvisionnement fixe pendant la durée du contrat.
Le stock à la clôture est composé des marchandises achetées auprès de nos partenaires non consommées au 31/12/2024.

Dépréciation des stocks de marchandises

Suite au changement de fournisseur-partenaire de champagne, le stock de champagne de l'ancien partenaire a été déprécié à 100% (à hauteur de 1 900 €).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances brutes figurent à l'actif du bilan pour un montant de 39 383 371€.

Elles sont principalement composées de la créance de la ville (cf. schéma comptabilisation Dailly) qui correspond à la somme des intérêts sur la partie non cédée du financement du stade, dénommée R1.1.b, et de la TVA sur la R1 (cédée et non cédée).

Au 31 décembre2024,cette créance représente un montant de 37 969 913 €.
Cette créance a été diminuée, conformément à l'échéancier annexé, des paiements intervenus au cours de l'exercice à hauteur de 2 786 003 €.
Les produits rattachés aux exercices postérieurs à l'exercice en cours sont neutralisés au moyen de produits constatés d'avance (cf. comptes de régularisation).

Dépréciation des créances

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Capital social

Suite à l'intégration de la dette subordonnée en date du 14/12/2015, le capital social s'élève à 9 941 027 €. Aucune modification n'est intervenue au cours de l'exercice.

Les actionnaires de SBA sont Fayat SAS à 50% et VINCI Concessions à 50%.

Subvention d'investissement

La société SBA a reçu une subvention d'investissement de 75 millions d'euros pendant la phase de construction. Cette subvention est rapportée au rythme de l'amortissement qu'elle finance, elle est donc reprise au résultat sur la durée du contrat.

Au 31/12/2024 le solde de la subvention est de 50 833 333 € après une reprise annuelle de 2 500 000 €, inscrite en produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Au titre de l'article 11.2.2 du contrat de partenariat signé le 28 octobre 2011, la société SBA reçoit de la ville de Bordeaux, à laquelle s'est depuis substituée Bordeaux Métropole, une redevance durant la période d'exploitation au titre des gros entretiens et réparations (GER), la redevance R2. Cette redevance R2 suit un plan de GER annexé au contrat qui prévoit des interventions à partir de la 3e année d'exploitation (soit le 1er mai 2017).

La société SBA reverse dans le cadre du contrat entretien maintenance (CEM) une partie de cette redevance au mainteneur VINCI Energies (anciennement VINCI Facilities). Le solde de cette redevance correspond aux travaux assurés par la société SBA. Il fait l'objet d'une dotation au titre des provisions pour grosses réparations.

Conformément au contrat de partenariat, le montant de la provision est versé sur un compte ouvert à cet effet auprès de la banque Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe.

La provision s'élève au 31/12/2024 à 2 721 078 €.

Note sur la comptabilisation des opérations de GER :
Les équipements du stade mis à disposition en 2015 sont amortis principalement sur la durée du contrat, et inchangés.
Les renouvellements liés au plan GER n'ont pas d'impact sur le compte de résultat :
- La dépense de renouvellement est comptabilisée en charge
- La provision de GER est reprise du même montant
De même, le compte bancaire dédié au GER est ponctionné du montant (HT) payé pour le renouvellement.
A la suite de l'audit du plan de GER réalisé en 2018, aucune modification du montant de la provision globale de GER n'a été identifiée.

Comptes courants d'associés

Les actionnaires ont en 2015 fait des apports à hauteur de 5 500 000 € en compte courant.
En mars 2018, un nouvel apport de 1 500 000 € a été fait, puis en mars 2020 avec 1 000 000 € supplémentaire.
Ces apports sont rémunérés à 4%.
Un remboursement partiel de 3 000 000 € a été effectué au cours de l'exercice 2024.
Le solde des comptes courants d'associés, intérêts compris, s'élève à 6 519 686 € au 31 décembre 2024.

Dettes fiscales et sociales

Au bilan, le poste des dettes fiscales et sociales s élève à 21 267 766 €, dont 20 467 623 € relatifs au solde de TVA à décaisser sur les créances R1 1 a et R1 1 b (cf schéma comptabilisation Dailly).

Comptes de régularisation

Comme indiqué dans le paragraphe Créances, les produits relatifs aux exercices postérieurs à l'exercice en cours ont été neutralisés par un
produit constaté d'avance qui s'établit au 31 décembre 2024 à 120 094 283 €.
Ce poste comprend principalement :
- la créance du loyer R1.1.a, à hauteur de 102 338 114 € (cf. schéma comptabilisation Dailly),
- l'avance sur loyer de 20 M€, soit 13 555 556 €.

Engagements de retraite

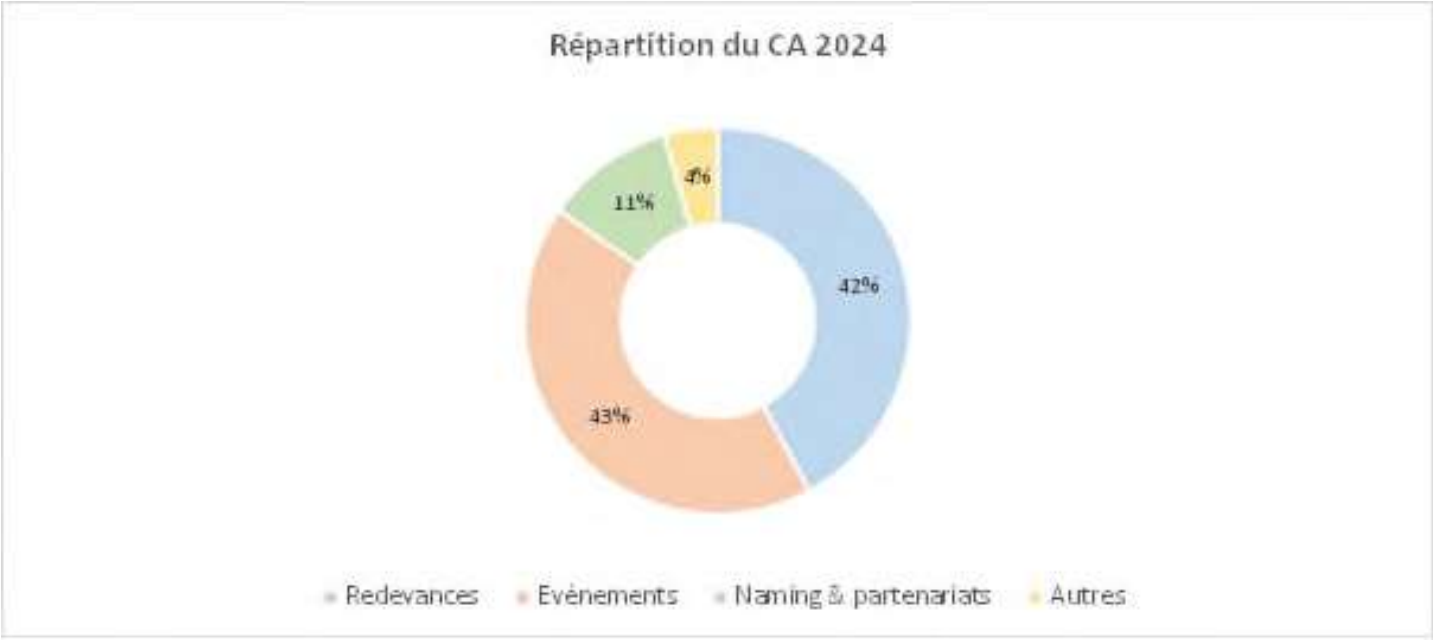
La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Le montant des engagements de la société s'élève à 16 607 euros.
Aucune provision n'a été constatée.
L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.
Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

-	Taux d'actualisation	3.38
-	Taux de croissance des salaires	2.0%
-	Age de départ à la retraite	67 ans
-	Table de taux de mortalité	table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits et charges d'exploitation

Le chiffre d'affaires se décompose en 4 activités principales : les redevances, les partenariats (y.c. le Naming), les événements et les autres activités.
Les événements sont distingués en deux catégories : les événements d'entreprises (séminaires d'entreprise, salons professionnels, etc.), et les grands événements (concerts, manifestations sportives nationales et internationales).



Le chiffre d'affaires de l'exercice 2024 s'établit à 27 543 601 €.
Les charges d'exploitation de l'exercice s'élèvent à 32 620 880 €, dont 7 930 823 € de dotations aux amortissements.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :
- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.
L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

A noter qu'en 2023, 2 personnes étaient mises à disposition de SBA à temps complet par des sociétés des groupes actionnaires.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	onoraires comptabilisés au titre du contr le légal	onoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Deloitte	24800	0	24800
Montant total des honoraires	**24800**	**0**	**24800**

Intégration fiscale

SBA ne bénéficie pas de l'intégration fiscale.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Dénomination sociale :	VINCI CONCESSIONS
Forme :	SAS
Au capital de :	5 906 925 696 euros
Adresse du siège social :	1973 Boulevard de la Défense 92000 NANTERRE

FAITS MARQUANTS

Activité événementielle

A la fin de l'exercice 2024, la société Stade Bordeaux Atlantique (SBA) présente un résultat net positif de 1 510 961 € pour la seconde année consécutive depuis le début de l'exploitation du stade, avec un chiffre d'affaires en hausse de 9% par rapport à l'exercice précédent.
Cette performance est à mettre sur le compte d'une activité événementielle d'une intensité exceptionnelle, avec l'accueil de 11 manifestations entre fin mars et début août :

- 1 match du TOP 14 le 24 mars opposant l'UBB au Stade Toulousain,
- 1 match le 9 juin de l'équipe de France de Football masculine contre l'équipe du Canada,
- Les demi-finales du Top 14 les 21 et 22 juin,
- 7 matchs de football en juillet-août dans le cadre des Jeux Olympiques Paris 2024.

Situation du FCGB

Au cours de l'été 2024, en raison de graves difficultés financières, le FCGB a renoncé à son statut professionnel, a été rétrogradé administrativement en championnat amateur et a été placé en redressement judiciaire par le Tribunal de Bordeaux.
Cet événement a conduit la Matmut à interrompre les négociations en cours sur le renouvellement du contrat de naming et à notifier SBA de son désengagement, effectif dès le 1er août 2025, fragilisant ainsi davantage le modèle économique du contrat de partenariat.
Face à cette situation inédite, les discussions entre SBA et Bordeaux Métropole qui portaient sur le rééquilibrage du contrat dans le cadre de la clause de revoyure du contrat de partenariat, ont rapidement été interrompues.

Procédure auprès du tribunal de commerce de Nanterre

Dans ce contexte, le commissaire aux comptes de la société a initié une procédure d'alerte auprès du président du tribunal de commerce de Nanterre qui a convoqué le Président de SBA à un entretien avec l'un des juges délégués à la prévention des difficultés
Sur les recommandations du juge, SBA a sollicité l'ouverture d'une procédure de conciliation menée par un administrateur judiciaire.
Le 10 décembre 2024, le Président du tribunal de commerce de Nanterre a ainsi ordonné l'ouverture d'une procédure de conciliation d'une durée initiale de 2 mois.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La procédure de conciliation ordonnée par le tribunal de commerce a permis à SBA et à Bordeaux Métropole de réengager des discussions autour de l'avenir de l'exploitation du stade.
La procédure a ainsi été prolongée de 3 mois supplémentaires, soit jusqu'au 10 mai 2025, afin de permettre aux parties de prolonger les échanges en vue de parvenir à un accord.
Au terme de ces échanges, marqués par l'incertitude persistante sur l'avenir du FCGB, elles ont conjointement fait le choix de procéder à une rupture amiable du contrat de partenariat au 1er août 2025.

A la date d'arrêté des comptes, les parties travaillent activement à la réussite de cette transition vers un nouveau modèle d'exploitation en régie par la collectivité.
Il permettra de conserver l'expertise reconnue des équipes de SBA en termes de programmation, d'organisation d'événements majeur et de gestion du bâtiment, tout en assurant un avenir durable à l'équipement.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Rappels

Transfert à Bordeaux Métropole

En application de la loi MAPTAM, le stade Matmut ATLANTIQUE a été déclaré équipement d'intérêt métropolitain lors du Conseil de Métropole du 16/12/2016.

Depuis le 01/01/2017, Bordeaux Métropole se substitue donc à la Ville de Bordeaux dans le cadre de relations contractuelles avec SBA.

Financement du projet

La ville de Bordeaux a eu recours à un contrat de partenariat pour finaliser le projet de construction du nouveau stade de Bordeaux. Les sociétés FAYAT et VINCI en charge de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et le financement partiel, ont en commun, créé la société exploitante : Stade Bordeaux Atlantique, « SBA ».

Suite à la fixation des taux intervenue en avril 2015 (cf. paragraphe ci-dessous), le montant de certaines redevances a été diminué. Ainsi, tandis que les redevances versées par la collectivité selon le contrat étaient de 11 M€ (en valeur 2011, cf. détail dans le tableau ci-dessous), le montant des redevances réellement facturées en 2024 est le suivant :

Redevances	déc-24	mai-11
Redevance financière cédée (R1)	6 340 273	8 120 179
Redevance GER (R2)	1 816 172	619 931
Redevance Entretien - Maintenance (R3)	1 850 805	1 464 000
Redevance Gestion (R4)	932 222	954 872
S/T redevances perçues par SBA	**10 939 472**	**11 158 442**
Recettes nettes garanties	-4 807 626	-4 485 250
Total redevances	**6 131 846**	**6 673 192**

La redevance R1 est destinée au remboursement et à la rémunération des financements. Elle se décompose comme suit :

- Redevance R1.1 : redevance financière cédée et acceptée (faisant l'objet d'une cession de créance via un crédit Dailly, conformément à l'article 13 du contrat de partenariat)
- Redevance R1.2 : redevance financière non acceptée (part des couts d'investissements financée par les fonds propres)

Ces fonds, auxquels se rajoutent une subvention allouée par la ville, le département et la région de 75 millions d'euros et une avance de loyer de 20 millions d'euros, ont complété l'apport des actionnaires pour le financement du projet.

Instruments de couverture

Conformément au contrat de partenariat et plus particulièrement à son article 12.2, SBA a figé les loyers Financiers (R1) et le loyer IS (R4.2) de la Ville de Bordeaux avant la Mise à Disposition de l'ouvrage. La fixation des taux est intervenue le 9 avril 2015 dans des conditions de marchés optimales avec un taux de swap 30 ans négocié à 72 bp (soit 0,72% + 0,15% de marge de swap et 1,1 % de marge de crédit Dailly = 1,97 %), ce qui représente une économie substantielle par rapport aux charges initiales anticipées par la ville dans le cadre de l'offre.

Dans le cadre de cette opération, SBA a contracté deux swaps de taux (Fixe contre variable, la Dette bancaire étant levée sur la base des taux Euribor 3M) auprès des Banques de Couvertures, identifiées dès la signature du contrat de partenariat : Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local. Chaque Banque a contracté 50% de l'instrument de couverture pour un montant respectif de 57 160 913 €.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		371 232	0	0
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	212 907 279	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	498 076	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 070 279	0	3 267
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 287 172	0	5 928
	Matériel de transport	4 356	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	96 997	0	23 846
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		**0**	**0**	**0**
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		**222 864 160**	**0**	**33 041**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		88 286 903	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**88 286 903**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL		**311 522 295**	**0**	**33 041**

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Virement	Cession	
Frais d'établissement et de développement		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		0	6 754	364 478
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	212 907 279
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	3 789	494 287
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	7 073 546
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements,aménagements divers	0	0	2 293 099
	Matériel de transport	0	0	4 356
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	120 843
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES			**3 789**	**222 893 411**
Participations évaluées par mise en équivalence		**0**	**0**	**0**
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	3 418 554	84 868 349
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**0**	**3 418 554**	**84 868 349**
TOTAL GENERAL		**0**	**3 429 097**	**308 126 238**

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement		0	0	0	0
Fonds commercial		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles		334 638	15 651	8 254	342 034
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		**334 638**	**15 651**	**8 254**	**342 034**
Terrains		0	0	0	0
Sur sol propre Constructions	Sur sol d'autrui	61 558 397	7 096 909	0	68 655 306
Installations générales, agencements		0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages		148 745	41 643	1 277	189 111
		5 916 920	600 293	0	6 517 213
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	1 367 697	167 802	0	1 535 499
	Matériel de transport	2 963	622	0	3 586
	Matériel de bureau, informatique et	76 599	7 902	0	84 501
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		**69 071 321**	**7 915 173**	**1 277**	**76 985 216**
TOTAL GENERAL		**69 405 958**	**7 930 823**	**9 531**	**77 327 250**

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions pour litige	0	0	0	0
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	2 395 548	567 395	241 865	2 721 078
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 395 548**	**567 395**	**241 865**	**2 721 078**
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	1 900	0	0	1 900
Provisions sur comptes clients	69 473	114 179	69 473	114 179
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	**71 373**	**114 179**	**69 473**	**116 079**
TOTAL GENERAL	**2 466 921**	**681 574**	**311 338**	**2 837 157**
Dont dotations et reprises d'exploitation		681 574	311 338	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		84 868 349	3 527 752	81 340 597
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		**84 868 349**	**3 527 752**	**81 340 597**
Clients douteux ou litigieux		114 179	114 179	0
Autres créances clients		38 703 007	3 473 447	35 229 560
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		2 760	2 760	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	0
Etat et auxtres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	334 320	334 320	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	1 220	1 220	0
Groupes et associés		0	0	0
Débiteurs divers		227 886	227 886	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		**39 383 371**	**4 153 811**	**35 229 560**
Charges constatées d'avance		13 280	13 280	0
TOTAL DES CREANCES		**124 265 000**	**7694 843**	**116570 157**
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		84 947 791	3 607 194	15 100 171	66 240 426
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		3 065 978	3 065 978	0	0
Personnel et comptes rattachés		214 869	214 869	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		111 945	111 945	0	0
Etat et auxtres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	71 080	71 080	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	20 866 312	1 437 953	4 209 277	15 219 083
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	3 559	3 559	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 213	2 213	0	0
Groupes et associés		6 519 868	6 519 868	0	0
Autres dettes		75 351	75 351	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		120 094 283	10 063 364	23 713 100	86 317 819
TOTAL DES DETTES		**235 973 250**	**25 173 375**	**43022 548**	**167777 328**
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes	2 007 942
fiscales et sociales	286 291
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1 120
Autres dettes	30 000
Total	**2 325 353**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances clients et comptes rattachés Dettes	455 344
fournisseurs - Avoirs à recevoir Sécurité	224 026
sociale et autres organismes sociaux	3 860
Total	**683 230**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	13 280	0	0
TOTAL	**13 2 0**	**0**	**0**

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyer R1.1	102 338 114	0	0
Avance sur loyer 20 M€	13 555 556	0	0
Remboursements assurances sur travaux à effectuer	2 461 163	0	0
PCA sur naming et partenariats	1 432 150	0	0
Autres PCA	307 300	0	0
TOTAL	**120 0 4 2 3**	**0**	**0**

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	9 941 027			**9 941 027**	1
Actions amorties				**0**	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				**0**	
Actions préférentielles				**0**	
Parts sociales				**0**	
Certificats d'investissement				**0**	
TOTAL	**9 941 027**	**0**	**0**	**9 941 027**	**1**

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	9 941 027						9 941 027
Primes d émission, de fusion, d apport,	0						0
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	0						0
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	-20 600 295				108 242		-20 492 053
Résultat de l'exercice	108 242	1 510 961			-108 242		1 510 962
Subventions d'investissement	53 333 333		-2 500 000				50 833 333
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**42 782 307**	**1 510 961**	**-2 500 000**	**0**	**0**	**0**	**41 793 269**

Ventilation du chiffre d'affaires

(données en €)

Rubriques	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023	%
Loyer R1.1.a redevance financière cédée	5 170 464		5 170 464	5 144 741	0.50%
Loyer R1.2 redevance financière non cédée	1 169 809		1 169 809	1 163 989	0.50%
Loyer R2 redevance GER	1 816 172		1 816 172	1 779 002	2.09%
Loyer R3 redevance entretien maintenance	1 850 805		1 850 805	1 803 210	2.64%
Loyer R4 redevance gestion	932 222		932 222	921 843	1.13%
Avance sur Loyer	666 667		666 667	666 667	0.00%
Evénements	11 721 484		11 721 484	10 076 666	16.32%
Naming / partenariats	2 987 859		2 987 859	2 729 045	9.48%
Autres	1 228 119		1 228 119	898 893	36.63%
TOTAL	**27 543 601**	**0**	**27 543 601**	**25 184 054**	**9.37%**

Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement prevoyance	-2 171	79112600
Remboursement apprentissage	3 000	79113400
Avantages en nature	4 012	79116000
Recaturation travaux - frais - fluides	762 628	79120000
Indemnités assurances	5 141 324	79121100
TOTAL	**5 908 793**	

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Subvention d'investissement	0	2 500 000
Pénalités litige Bordeaux Métropole	300 000	0
Autres	34	0
TOTAL	**300 034**	**2 500 000**

Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises	Autres
	RAS					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garantie autonome à première demande (GER)	**3 346 857**				3 346 857	
TOTAL	**3 346 857**	**0**	**0**	**0**	**3 346 857**	**0**

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
	RAS					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Installations matériels	Autres	Total
Valeur d'origine					**0**
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					**0**
· Dotation de l'exercice					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs				1 462 869	**1 462 869**
· Exercices				0	**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**1 462 869**	**1 462 869**
Redevances restant à payer :					
A 1 an au plus					**0**
· A plus d 1 an et 5 ans au plus					**0**
· A plus de 5 ans					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					**0**
· A plus d 1 an et 5 ans au plus					**0**
· A plus de 5 ans					**0**
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Montant pris en charge dans l'exercice					**0**

Effectif moyen

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition		Effectif moyen global	
Effectf	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	12/2023	31/12/2024	31/12/2023
TOTAL	13	13	2	2	15	15